CONVENTION AFD N°CVN1143 01 D

CONVENTION DE FINANCEMENT

en date du 12/02/2015

entre

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

L'Agence

et

LE MINISTERE DU PLAN ET DE L'INVESTISSEMENT représentant le GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Le Gouvernement

TABLE DES MATIERES

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS 5

1.1 DEFINITIONS 5
1.2 INTERPRETATIONS 5

2. MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION 5

2.1 MONTANT 5
2.2 DESTINATION 5
2.3 CONDITIONS D'UTILISATION 5

3. MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS 6

3.1 DEMANDE DE VERSEMENT 6
3.2 REALISATION DU VERSEMENT 6
3.3 MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION 6
3.4 DATE LIMITE DE VERSEMENT 7
3.5 LIEU DE VERSEMENT 7

4. AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT 8

5. DECLARATIONS 9

5.1 POUVOIR ET CAPACITE 9
5.2 FORCE OBLIGATOIRE 9
5.3 ABSENCE DE CONTRADICTION AVEC D'AUTRES OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT 9
5.4 VALIDITE ET RECEVABILITE EN TANT QUE PREUVE 9
5.5 AUTORISATIONS DU PROJET 10
5.6 ORIGINE LICITE DES FONDS 10
5.7 ABSENCE D'ACTE DE CORRUPTION OU DE FRAUDE 10
5.8 PASSATION DES MARCHES 10

6. ENGAGEMENTS 10

6.1 AUTORISATIONS 10
6.2 DOCUMENTS DU PROJET 10
6.3 RESPECT DES LOIS ET DES OBLIGATIONS 11
6.4 SUIVI ET EVALUATION DU PROJET 11
6.5 PASSATION DE MARCHES 11
6.6 FINANCEMENTS SUPPLEMENTAIRES 11
6.7 REALISATION DU PROJET 11
6.8 ORIGINE LICITE DES FONDS 11
6.9 ABSENCE D'ACTES DE CORRUPTION OU DE FRAUDE 12
6.10 RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE 12
6.11 ASSURANCES 12
6.12 SUIVI DU BENEFICIAIRE 12

7. ENGAGEMENTS D'INFORMATION 13

7.1 RAPPORTS D'EXECUTION 13
7.2 CO-FINANCEMENT 13
7.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 13
7.4 INFORMATIONS RELATIVES AU BENEFICIAIRE 14

8. FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT 14

9. DIVERS 14

9.1 OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT ET DU BENEFICIAIRE 14
9.2 LANGUE 14
9.3 NULLITE PARTIELLE 15
9.4 NON RENONCIATION 15
9.5 VALEUR JURIDIQUE 15
9.6 ANNULATION DES PRECEDENTS ECRITS 15
9.7 AVENANT 15
9.8 COMMUNICATION D'INFORMATIONS 15
10. NOTIFICATIONS 15
10.1 COMMUNICATIONS ECRITES 15
10.2 RECEPTION 16
10.3 COMMUNICATION ELECTRONIQUE 16
11. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION 17
11.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE 17
11.2 RESILIATION 17
12. DROIT APPLICABLE, ARBITRAGE ET ELECTION DE DOMICILE 17
12.1 DROIT APPLICABLE 17
12.2 ARBITRAGE 17
12.3 ÉLECTION DE DOMICILE 18
ANNEXE 1A- DEFINITIONS 20
ANNEXE 1B- INTERPRETATIONS 24
ANNEXE 2- DESCRIPTION DU PROJET 25
ANNEXE 3- PLAN DE FINANCEMENT 26
ANNEXE 4- CONDITIONS SUSPENSIVES 27
ANNEXE 5- MODELE DE LETTRE DE DEMANDE DE VERSEMENT 28

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE

LE MINISTERE DU PLAN ET DE L'INVESTISSEMENT représentant le gouvernement de la REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, représenté par Nguyễn Chí Dũng, en sa qualité de Vice-Ministre du Ministère du Plan et de l'Investissement dûment habilité aux fins des présentes conformément à

(ci-après désigné le « **MPI**») ;

DE PREMIERE PART,

ET

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, établissement public de droit français dont le siège est 5, rue Roland Barthes 75598 Paris Cedex 12 (France), immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 775 665 599, représenté par Rémi Genevey, en sa qualité de Directeur de l'Agence AFD à Hanoi, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée l'« **Agence** ») ;

DE DEUXIEME PART,

(ensemble désignés les « **Parties** » et séparément une « **Partie** »).

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

(A) Le Gouvernement souhaite contribuer à la lutte contre les inondations et à l'amélioration de l'assainissement de la citadelle de la ville de Huê (le « **Projet** »)

(B) Le Gouvernement a sollicité de l'Agence la mise à disposition d'une Subvention destinée au financement du Projet.

(C) Ce Projet s'inscrit dans le cadre des actions de coopération de la France au Vietnam, comme l'atteste la co-signature de la présente Convention par Monsieur l'Ambassadeur de France au Vietnam.

(D) Conformément à la résolution n°C20140211 concernant la décision d'octroi de la directrice générale de l'AFD en date du 07 juillet 2014, l'Agence a accepté de consentir au Gouvernement la Subvention selon les termes et conditions ci-après.

(E) Le Gouvernement autorise le MPI à prendre des engagements, à signer et à exécuter la présente Convention en son nom et pour son compte.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS

1.1 Définitions

Les termes utilisés dans la Convention (en ce compris l'exposé ci-dessus et les annexes) commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée à l'Annexe 1A (*Définitions*), sous réserve des termes définis ailleurs dans la Convention.

1.2 Interprétations

Les termes utilisés dans la Convention s'entendront de la manière précisée dans l'Annexe 1B (*Interprétations*), sauf indication contraire.

2. MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

2.1 Montant

L'Agence met à la disposition du gouvernement, sous réserve des stipulations de la Convention, notamment des stipulations de l'Article 2.3 (*Conditions d'utilisation*) ci-après, une subvention d'un montant total maximum de *trois cent mille euros* Euros (EUR 300 000).

2.2 Destination

L'intégralité de la Subvention est destinée à financer le Projet conformément à la description du Projet spécifiée en Annexe 2 (*Description du Projet*) et au Plan de Financement spécifié en Annexe 3 (*Plan de Financement*).

Les fonds seront mis à disposition par le MPI au Bénéficiaire sous forme de subvention.

La Subvention est exclusivement utilisée pour la réalisation du Projet, et ne couvre pas les taxes et impôts liés à l'exécution des services relevant du Projet.

Les prestataires de services participant à la réalisation du Projet doivent respecter les régimes de taxes et impôts définis par la loi vietnamienne, et l'accord franco-vietnamien de non - double imposition.

2.3 Conditions d'utilisation

L'Agence ne sera tenue d'effectuer les versements demandés que si, à la date de la Demande de Versement et à la Date de Versement des fonds envisagée :

(a) aucun des cas visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de versement*) n'est intervenu ou en cours ; et

(b) l'ensemble des conditions suspensives listées en Annexe 4 (*Conditions Suspensives*), est respecté et est jugé satisfaisant par l'Agence.

Lorsque la réalisation de tout ou partie des conditions suspensives listées en Annexe 4 (*Conditions Suspensives*) consiste en la remise de documents :

- les versions définitives de ces documents, dont des projets auraient été (x) préalablement communiqués à l'Agence et (y) acceptés par ce dernier, ne devront pas révéler de différence notable par rapport aux dits projets ; et

- les documents non visés au paragraphe ci-dessus devront être jugés satisfaisants par l'Agence tant sur le fond que sur la forme.

3. MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS

3.1 Demande de Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'Article 2.3 (*Conditions d'utilisation*), les fonds de la Subvention seront versés au Bénéficiaire, en une ou plusieurs fois, sur présentation d'une Demande de Versement dûment établie.

Chaque Demande de Versement devra être adressée par le ministère des finances au directeur de l'agence AFD à Hanoi à l'adresse indiquée à l'Article 10 (*Notifications*).

Chaque Demande de Versement ne sera considérée comme dûment établie que si :

(a) elle est substantiellement en la forme du modèle figurant en Annexe 5 (*Modèle de lettre de Demande de Versement*) ;

(b) elle est établie par le ministère des finances et reçue par l'Agence au plus tard quinze (15) Jours Ouvrés avant la Date Limite de Versement ; et

(c) tous les documents et les justificatifs nécessaires sont joints à la Demande de Versement et sont conformes aux stipulations de l'Article 3.3 (*Modalités de Versement de la Subvention*).

3.2 Réalisation du Versement

Si les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, l'Agence mettra à disposition du Bénéficiaire le Versement demandé.

3.3 Modalités de Versement de la Subvention

Les fonds de la Subvention pourront être versés selon les modalités ci-après exposées.

Le cas échéant, dans le cadre de la communication d'informations et de documents liés à la justification des fonds versés selon les modalités du présent article, le MPI accepte que l'Agence et le Bénéficiaire communiquent directement.

3.3.1 Refinancement des dépenses payées par le Bénéficiaire

Les fonds seront versés au Bénéficiaire dans les conditions prévues à la Convention sur justification, satisfaisante pour l'Agence, des dépenses payées par le Bénéficiaire.

Le ministère des finances accompagnera ses Demandes de Versement des pièces jugées satisfaisantes par l'Agence attestant que les dépenses ont bien été réglées.

Les pièces justificatives, telles que mémoires ou factures acquittées, pourront être présentées sous forme de photocopie ou de duplicata certifiés conformes à l'original par le ministère des

finances *et* le Bénéficiaire et devront mentionner les références et les dates des ordres de paiement.

Le MPI s'engage à (i) ne pas se dessaisir et (le cas échéant) à ce que le Bénéficiaire ne se dessaisisse pas des pièces originales, (ii) à les tenir ou à les faire tenir à la disposition permanente de l'Agence et (iii) à en fournir un duplicata certifié conforme à l'original à l'Agence (si celle-ci en fait la demande).

L'Agence pourra, en outre, demander au MPI et, si besoin au Bénéficiaire, tout autre document prouvant que l'investissement correspondant aux dépenses a bien été réalisé.

3.3.2 Versement direct par l'Agence aux prestataires

(a) Le ministère des finances pourra demander à l'Agence d'effectuer des Versements directs en faveur des entreprises concourant à la réalisation du Projet.

A cet effet, le ministère des finances adressera à l'Agence toutes les instructions nécessaires pour permettre à cette dernière d'effectuer les Versements directs demandés. Ces instructions devront être accompagnées des mémoires, factures ou demandes d'acompte satisfaisantes pour l'Agence qui pourront être présentées sous forme de photocopie ou de duplicata certifiés conformes à l'original.

(b) Il est convenu que l'Agence agira en qualité de mandataire du Gouvernement et qu'elle n'aura à aucun moment à vérifier s'il existe un empêchement de quelque nature que ce soit aux Versements demandés. L'Agence se réserve toutefois le droit de rejeter ces demandes au cas où elle aurait connaissance d'un tel empêchement.

Le MPI décharge l'Agence de toute responsabilité en ce qui concerne les Versements ainsi effectués et s'interdit tout recours contre lui. Le MPI prendra à sa charge toutes les conséquences éventuelles des recours des tiers contre l'Agence relatives à l'exécution de ce mandat.

3.4 Date limite de versement

La Date Limite de Versement des fonds est fixée au 31/12/2019, date au-delà de laquelle aucun versement ne pourra plus intervenir.

La dernière Demande de Versement devra parvenir à l'Agence au plus tard quinze (15) Jours Ouvrés avant cette date limite. Au cas où cette demande serait effectuée dans le mois précédant la date limite de versement, elle devra être adressée à l'Agence par lettre recommandée avec accusé de réception.

La fraction de la Subvention qui n'aurait pas été utilisée à cette date sera annulée de plein droit.

3.5 Lieu de versement

Les fonds de la Subvention seront virés par l'Agence à tout compte bancaire en France ou au Vietnam qui aura été désigné à cet effet par le MPI, ou toute autre place déterminée en accord avec l'Agence.

4. AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT

L'Agence se réserve le droit d'ajourner ou de rejeter définitivement toute Demande de Versement si l'un des événements suivants se réalise :

(a) Documents de Projet

L'un quelconque des Documents de Projet, ou l'un quelconque des droits et obligations prévus au titre de ces documents, cesse d'être en vigueur.

(b) Engagements et obligations

Le MPI ne respecte pas l'une quelconque des stipulations de la Convention et notamment, sans que cela soit limitatif, l'un quelconque de ses engagements pris au titre de l'Article 6 (*Engagements*) et de l'Article 7 (*Engagements d'information*) de la Convention.

(c) Déclaration inexacte

Toute déclaration ou affirmation faite par le MPI (1) au titre de l'Article 5 (*Déclarations*) ou (2) dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte du MPI au titre de la Convention ou concernant celle-ci, est ou se révèle avoir été inexacte ou trompeuse au moment où elle a été faite, ou au moment où elle est réputée avoir été faite au titre de l'Article 5 (*Déclarations*).

(d) Illégalité

Exécuter l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention devient impossible ou illégal pour leMPI .

(e) Changement de situation significatif et défavorable

Un événement (y compris un changement de la situation politique vietnamienne) ou une mesure susceptible d'avoir un Effet Significatif Défavorable est intervenu ou est susceptible d'intervenir.

(f) Abandon ou suspension du Projet

L'un des événements suivant se réalise :

- suspension ou ajournement de la réalisation du Projet pour une période supérieure à six (6) mois, si aucun accord n'est intervenu entre les Parties pendant cette période ; ou
- non réalisation complète du Projet à la Date d'Achèvement Technique (sauf accord convenu entre les Parties); ou
- le Gouvernement se retire du Projet ou cesse d'y participer.

(g) Autorisations

Une Autorisation dont le MPI ou le Bénéficiaire ont besoin pour exécuter ou respecter l'une de ses obligations au titre de la Convention ou ses autres obligations importantes prévues dans tout Document de Projet ou nécessaire pour le fonctionnement normal du Projet n'est pas obtenue en temps utile, est annulée, est devenue caduque ou cesse d'être pleinement en vigueur.

(h) Co-Financier(s)

Le (ou les) Co-Financier(s) du Projet suspend (ent) (ses) (leurs) versements au titre du Projet.

(i) Suspension de libre convertibilité et de libre transfert

La libre convertibilité et le libre transfert des remboursements et du paiement des intérêts et de toutes autres sommes dues à l'Agence au titre de tout crédit accordé par l'Agence au Gouvernement sont suspendus ou supprimés temporairement ou définitivement ou sont soumis à de telles contraintes que l'exercice de ces droits est, de l'opinion de l'Agence, compromis, rendu impossible ou inopérant.

(j) Défaut du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire (i) ne respecte pas l'un quelconque de ses engagements au titre de la mise à disposition des fonds de la Subvention, notamment, mais pas uniquement, ceux prévus aux Articles 6 (*Engagements*) et 7 (*Engagements d'information*) de la Convention, ou (ii) ne respecte pas l'un quelconque de ses engagements au titre de tout Document de Projet ou au titre de tout autre acte conclu dans le cadre de la réalisation du Projet.

5. DECLARATIONS

A la Date de Signature, le MPI fait les déclarations stipulées au présent Article 5 (*Déclarations*) au profit de l'Agence au nom et pour le compte du Gouvernement. Le MPI est également réputé faire ces déclarations à la date de chaque Demande de Versement et à chaque Versement.

5.1 Pouvoir et capacité

Le MPI a la capacité de signer et d'exécuter la Convention et les Documents de Projet et d'exécuter les obligations qui en découlent, d'exercer les activités du Projet financées par la Subvention et il a effectué toutes les formalités nécessaires à cet effet.

5.2 Force obligatoire

Les obligations qui incombent au Gouvernement au titre de la Convention sont conformes aux lois et règlementations applicable au Vietnam, valables, obligatoires, exécutoires conformément à chacun de leurs termes, sont opposables au MPI dans le cadre de la procédure arbitrale prévue à l'Article 12 (*Droit applicable, Arbitrage et Election de domicile*).

5.3 Absence de contradiction avec d'autres obligations du Gouvernement

La signature de la Convention et l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires à aucune disposition légale, loi ou réglementation nationale ou internationale, qui lui est applicable, ou à aucune convention ou acte obligeant le MPI ou engageant l'un quelconque de ses actifs.

5.4 Validité et recevabilité en tant que preuve

Toutes les Autorisations nécessaires pour que :

(a) Le MPI puisse signer la Convention et les Documents de Projet, exercer les droits et exécuter les obligations qui en découlent ; et

(b) la Convention et les Documents de Projet soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du Vietnam ou devant les instances arbitrales définies à l'Article 12 (*Droit applicable, Arbitrage et Election de domicile*),

ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstances en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.5 Autorisations du Projet

Toutes les Autorisations du Projet ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstance en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.6 Origine licite des fonds

Le MPI déclare que les fonds investis dans le Projet proviennent en totalité du budget de l'Etat.

5.7 Absence d'Acte de Corruption ou de Fraude

Le MPI déclare que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) n'a donné lieu à aucun Acte de Corruption ou de Fraude.

5.8 Passation des Marchés

Le MPI déclare (i) avoir reçu une copie des Directives pour la Passation des Marchés et (ii) avoir pris connaissance des termes des Directives pour la Passation des Marchés, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquements au titre de ces Directives. [1]

Les Directives pour la Passation des Marchés ont pour le MPI la même valeur d'engagement contractuel à l'égard de l'Agence que la présente Convention.

6. ENGAGEMENTS

6.1 Autorisations

Le MPI s'engage, dans les meilleurs délais, à obtenir, respecter et faire tout le nécessaire afin de maintenir en vigueur toute Autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable pour lui permettre d'exécuter ses obligations au titre de la Convention et des Documents de Projet ou pour assurer leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

6.2 Documents de Projet

Le MPI s'engage à soumettre pour information à l'Agence toutes modifications des Documents de Projet et à demander l'accord de l'Agence préalablement à toute modification au fond des Documents de Projet.

[1] Dans les définitions des Directives pour la Passation des Marchés, les définitions de « Corruption », « Corruption d'Agent Public » et « Corruption de Personne Privée » sont supprimées et remplacées par une définition « Actes de Corruption », telle que visée en Annexe 1A de la Convention

6.3 Respect des lois et des obligations

Le MPI s'engage à respecter toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables et qui sont applicables au Projet, notamment en matière de protection de l'environnement et de sécurité et en matière de droit du travail. Le MPI devra respecter l'ensemble de ses obligations au titre des Documents de Projet auxquels il est partie.

6.4 Suivi et évaluation de Projet

Le MPI s'engage à accueillir les missions de suivi de Projet, d'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du Projet et d'appréciation des impacts et objectifs du Projet qui seraient menées par l'Agence ou par des personnes mandatées par l'Agence à cet effet.

Les Parties détermineront d'un commun accord, la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièce et sur place, de ces missions.

6.5 Passation de marchés

Le processus de passation et l'exécution des marchés d'acquisition des biens et services ainsi que de travaux de génie civil financés par le prêt doivent respecter les Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers. Le MPI s'engage à ce que le Bénéficiaire respecte ces Directives.

6.6 Financements supplémentaires

Le MPI s'engage à soumettre pour avis de non objection préalable de l'Agence toute modification du Plan de Financement et, en cas de surcoût par rapport au Plan de Financement, à mettre en place les mesures nécessaires à couvrir tout dépassement, à des conditions jugées satisfaisantes par l'Agence.

6.7 Réalisation du Projet

Le MPI s'engage à ce que les entreprises participant à la réalisation du Projet ne figurent pas sur l'une des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme).

Le MPI s'engage à ne pas acquérir ou fournir de matériel ou intervenir dans des secteurs sous embargo :

- des Nations Unies,
- de l'Union Européenne,
- de la France.

6.8 Origine licite des fonds

Le MPI s'engage à s'assurer que les fonds, autres que ceux d'origine publique, investis dans le Projet ne sont pas d'origine illicite au regard du droit français, en particulier, ne sont pas en rapport avec le trafic de stupéfiants, la Fraude aux Intérêts Financiers des Communautés Européennes, la corruption, les activités criminelles organisées ou le financement du terrorisme, sans que cette liste soit limitative.

[2] Voir la note de bas de page de l'article 5.8

Dans tous les cas, le MPI s'engage à avertir sans délai l'Agence s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur le caractère illicite desdits fonds.

6.9 Absence d'Actes de Corruption ou de Fraude

Le MPI s'engage à ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) ne donne lieu à aucun Acte de Corruption ou de Fraude.

6.10 Responsabilité environnementale et sociale

Afin de promouvoir un développement durable, les Parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement signées par le Vietnam ou auxquelles celui-ci adhère.

A cet effet, le MPI s'engage à ce que le Bénéficiaire, dans le cadre du Projet :

(a) introduise dans les dossiers d'appel d'offres et les marchés une clause aux termes de laquelle les entreprises s'engageront et exigeront de leurs éventuels sous-traitants qu'ils s'engagent à observer ces normes en cohérence avec les lois et réglements applicables au Vietnam. L'Agence se réserve la faculté de demander au MPI (ou au Bénéficiaire) un rapport sur les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulera le Projet.

(b) mette en œuvre une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux;

(c) exige des entreprises sélectionnées pour réaliser le Projet qu'elles appliquent cette démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, qu'elles fassent respecter par leurs éventuels sous-traitants l'ensemble de ces mesures et, qu'en cas de manquement, elles prennent toutes les mesures appropriées;

6.11 Assurances

Le MPI s'engage à assurer les biens financés sur les fonds de la Subvention contre les risques principaux auxquels la réalisation et l'exploitation du Projet sont susceptibles d'être confrontées.

Le MPI s'engage à déléguer à l'Agence, si celle-ci en fait la demande, les indemnités d'assurances souscrites par le Gouvernement ou pour le compte du Bénéficiaire par les entreprises concourant à la réalisation du Projet. Dans le cas de la mise en œuvre et de l'exécution de ladite garantie, si tout ou partie du montant dû au titre de celle-ci est versé en Dongs Vietnamiens, l'Agence pourra librement convertir ce montant en devise étrangère et transférer à l'étranger la somme ainsi convertie.

6.12 Suivi du Bénéficiaire

Le MPI s'engage :

(a) à ce que le Bénéficiaire assure toutes les responsabilités prévues dans la présente Convention, notamment, mais pas uniquement, ceux prévus aux Articles 6 (*Engagements*) et 7 (*Engagements d'information*) de la Convention ;

(b) à s'assurer que le Bénéficiaire n'utilise les fonds mis à sa disposition qu'au financement du Projet dans les conditions prévues à la Convention ;

(c) à faire en sorte que le Bénéficiaire assure, si nécessaire, les biens financés sur les fonds de la Subvention contre les risques principaux auxquels la réalisation et l'exploitation du Projet sont susceptibles d'être confrontés.

7. ENGAGEMENTS D'INFORMATION

7.1 Rapports d'exécution

Jusqu'à la Date d'Achèvement Technique, le MPI s'engage à ce que le Bénéficiaire fournisse à l'Agence, à la fin de chaque semestre un rapport d'exécution technique et financière relatif à la réalisation du Projet.

Dans les six (6) mois suivant la Date d'Achèvement Technique, le MPI fournira et, le cas échéant, s'engage à ce que le Bénéficiaire fournisse à l'Agence un rapport général d'exécution.

7.2 Co-Financement

Le MPI informera l'Agence sans délai de toute annulation totale ou partielle ainsi que de tout remboursement anticipé de l'un quelconque des Co-Financements.

7.3 Informations complémentaires

Le MPI communiquera à l'Agence :

(a) sans délais après en avoir eu connaissance, tout événement constitutif ou susceptible d'avoir un Effet Significatif Défavorable, la nature de cet événement et les démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier ;

(b) dans les meilleurs délais suivant sa survenance, tout incident ou accident en relation directe avec la réalisation du Projet qui pourrait avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur les conditions de travail de ses employés ou de ses contractants travaillant à la réalisation du Projet, la nature de cet incident ou accident, et les démarches entreprises ou à entreprendre, le cas échéant, par le MPI pour y remédier ;

(c) dans les meilleurs délais toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation ou le fonctionnement du Projet ;

(d) pendant toute la période de réalisation des prestations de service, notamment études et missions de contrôle, si le Projet en comporte, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par les prestataires de services et, après réalisation des prestations, un rapport général d'exécution ;

(e) dans les meilleurs délais, toute autre information ou toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution des contrats et des Documents de Projet, que l'Agence pourra raisonnablement lui demander.

7.4 Informations relatives au Bénéficiaire

Le MPI s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le Bénéficiaire, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

(a) communique à l'Agence ses prévisions financières ou budgétaires annuelles dès leur approbation ainsi que tout renseignement que l'Agence pourra raisonnablement demander sur sa situation financière conformément à la loi en vigueur au Vietnam,

(b) adresse à l'Agence, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations des organes sociaux, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes et les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de ses exercices budgétaires et financiers.

8. FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT

Seront considérés comme frais accessoires à la charge du MPI :

(a) tous les frais et autres dépenses raisonnables réglés par l'Agence résultant de la conclusion et de l'exécution de la Convention notamment les droits de timbre et d'enregistrement ainsi que le cas échéant les frais afférents à une consultation juridique et à la délivrance d'opinions juridiques au Vietnam satisfaisantes pour l'Agence, concernant le montage et la mise en place du Projet ;

(b) les commissions et frais de transfert éventuels afférents aux fonds versés au MPI ou pour le compte du MPI entre la place de Paris et toute autre place déterminée en accord avec l'Agence, ainsi que les commissions et frais de transfert éventuels afférents au paiement de toutes sommes dues au titre de la Convention. Il est précisé qu'actuellement les versements effectués en Euros par l'Agence sur un compte bancaire domicilié en France sont exonérés de frais et commission,

Les frais accessoires qui seraient réglés par l'Agence seront considérés comme réalisation de la Subvention et imputés sur le solde disponible de celle-ci.

9. DIVERS

9.1 Obligations du Gouvernement et du Bénéficiaire

Il est entendu entre les Parties que le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, représenté par le MPI, s'engage au titre de cette Convention et souscrit des obligations au nom du Bénéficiaire qui devra les exécuter.

Dans les cas où le Gouvernement serait également le Bénéficiaire, alors toutes les obligations souscrites par le MPI au nom du Bénéficiaire dans la Convention seront des obligations à la charge du Gouvernement.

9.2 Langue

Les originaux de la présente Convention sont établis et signés en langues française et vietnamienne, la version française et la version vietnamienne faisant également foi.

9.3 Nullité partielle

Si, à tout moment, une stipulation de la Convention est ou devient nulle, la validité des autres stipulations de la Convention n'en sera pas affectée.

La nullité d'une stipulation au regard de la loi d'un pays n'affectera pas sa validité au regard de la loi d'un autre pays.

9.4 Non Renonciation

L'Agence ne sera pas considérée comme ayant renoncé à un droit au titre de la Convention du seul fait qu'elle s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit n'est pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par la loi.

Les droits et recours stipulés dans la Convention sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

9.5 Valeur juridique

Les Annexes ci-jointes et l'exposé préalable ci-dessus font partie intégrante de la Convention et ont la même valeur juridique.

9.6 Annulation des précédents écrits

La Convention, à compter de la date de sa signature, représente la totalité de l'accord des Parties relativement à l'objet de celle-ci et, en conséquence, annule et remplace tous documents antérieurs qui auraient pu être échangés ou communiqués dans le cadre de la négociation de la Convention.

9.7 Avenant

Aucune stipulation de la Convention ne pourra faire l'objet d'une modification ou d'un avenant sans le consentement des Parties, et tout amendement devra être fait par écrit.

9.8 Communication d'informations

Les Parties peuvent transmettre les informations ou documents en relation avec le Projet à leurs auditeurs, commissaires aux comptes, agences de notation ou conseillers.

En outre, l'Agence pourra transmettre ces même informations et documents, après information préalable au MPI, à toute personne ou entité dans l'objectif de prendre des mesures conservatoires ou de protéger les droits de l'Agence acquis au titre de la Convention.

10. NOTIFICATIONS

10.1 Communications écrites

Toute notification, demande ou communication au titre de la Convention ou concernant celle-ci devra être faite par écrit et, sauf stipulation contraire, par télécopie ou lettre envoyée aux adresses et numéros suivants :

Pour le Gouvernement :

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INVESTISSEMENT représentant le Gouvernement de la REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Adresse :	6B Hoang Dieu - Ba Dinh - Hanoi
Téléphone :	+84 (0) 4 3845 52 98
Télécopie :	+84 (0) 4 3823 44 53
A l'attention de :	Département des Relations économiques extérieures

Pour l'Agence :

AFD – AGENCE DE HANOI

Adresse :	G.P.O. Box 137, 6-8 Ton That Thiep, Ba Dinh, Hanoi, Vietnam
Téléphone :	+84 (0)4 3823 67 64
Télécopie :	+84 (0)4 3823 63 96
A l'attention de :	Rémi Genevey, Directeur de l'agence

Copie :

AFD - SIEGE

Adresse :	5, rue Roland Barthes 75598 Paris Cedex 12, France
Téléphone :	+ 33 (0)1 53 44 31 31
Télécopie :	+ 33 (0)1 44 87 39 65
A l'attention de :	Directeur du Département Asie

ou toute autre adresse, numéro de télécopie ou nom de service ou de responsable qu'une Partie indiquera à l'autre moyennant un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

10.2 Réception

Toute notification, demande ou communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre de la Convention ou concernant celle-ci produira ses effets :

(i) pour une télécopie, lorsqu'elle aura été reçue sous une forme lisible ; et

(ii) pour une lettre, lorsqu'elle aura été déposée à la bonne adresse ;

et, au cas où il a été spécifié un service ou un responsable, à condition que la communication soit adressée à ce service ou à ce responsable.

10.3 Communication électronique

(a) Toute communication faite par une personne à une autre au titre de la Convention ou concernant celle-ci pourra l'être par courrier électronique ou tout autre moyen électronique si les Parties :

(i) s'entendent sur cette forme de communication, jusqu'à avis contraire ;

(ii) s'avisent mutuellement par écrit de leur adresse électronique et/ou de toute autre information nécessaire à l'échange d'informations par ce biais ; et

(iii) s'avisent mutuellement de tout changement concernant leur adresse respective ou les informations qu'ils ont fournies.

(b) Une communication électronique entre les Parties ne produira ses effets qu'à compter de sa réception sous forme lisible.

11. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION

11.1 Entrée en vigueur et durée

La Convention entre en vigueur le jour de sa signature, sous réserve que l'ensemble des formalités nécessaires au regard du droit vietnamien pour garantir la validité de la Convention aient été réalisées et restera en vigueur pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature.

11.2 Résiliation

L'Agence se réserve le droit de résilier la Convention sans formalité particulière dans le cas où :

(a) la première Demande de Versement n'a pas été envoyée par le ministère des finances et la levée des conditions suspensives au premier Versement prévues en Annexe 4 *(Conditions suspensives)* n'est pas intervenue au plus tard dans les dix-huit (18) mois suivant la date de la décision d'octroi de la Subvention par les organes compétents de l'Agence, étant entendu qu'un délai supplémentaire pourra être accordé par l'Agence sur demande du MPI ; ou

(b) l'un des événements visés à l'Article 4 *(Ajournement ou rejet des demandes de versement)* se réalisait et où un accord à l'amiable ne pourrait être trouvé.

Le MPI en sera informé par lettre recommandée de l'Agence. Le MPI s'engage, à la demande de l'Agence, et en raison de ce (ou de ces) manquements, à lui reverser tout ou partie des fonds de la Subvention.

12. DROIT APPLICABLE, ARBITRAGE ET ELECTION DE DOMICILE

12.1 Droit applicable

La Convention est régie par le droit français.

12.2 Arbitrage

En cas de différends les Parties devront faire leurs meilleurs efforts pour régler ces derniers de manière amiable.

A défaut d'accord amiable dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification par l'une des Parties d'un différend ce dernier sera tranché définitivement suivant le réglement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, en vigueur à la date d'introduction de la procédure d'arbitrage, par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce réglement.

Les Parties conviendront du lieu du siège de l'arbitrage dans un délai d'un (1) mois suivant le défaut d'accord amiable. Dans l'hypothèse où les Parties ne conviendraient pas du lieu du siège de l'arbitrage dans le délai imparti, le siège de l'arbitrage sera Paris.

Le droit français sera applicable pour tous les différends découlant de la présente clause d'arbitrage et la langue de l'arbitrage sera le français. Par conséquent, en cas d'application de la présente clause d'arbitrage, les Parties ne pourront invoquer que la version française de la Convention.

La présente clause d'arbitrage restera valable même en cas de nullité, de résiliation, d'annulation ou d'expiration de la Convention. Le fait par l'une des Parties d'intenter une procédure contre l'autre Partie ne pourra, par lui-même, suspendre ses obligations contractuelles telles qu'elles résultent de la Convention.

En vertu de la présente clause, les Parties s'engagent dès la signature de la Convention à exécuter entièrement la sentence arbitrale qui résulterait de l'application de la Clause 12.2 *(Arbitrage)* et renonce à tout recours éventuels dont elles pourraient se prévaloir.

12.3 Élection de domicile

Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Gouvernement élit irrévocablement domicile à l'adresse indiquée à l'Article 10 (*Notifications*) et l'Agence, à l'adresse « AFD - SIEGE » également indiquée à l'Article 10 (*Notifications*), pour les besoins de la signification des documents judiciaires et extrajudiciaires à laquelle pourrait donner lieu toute action ou procédure mentionnée ci-dessus.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux, faisant également foi, deux (2) originaux en langue française et deux (2) originaux en langue vietnamienne à Hanoi, le

LE MINISTERE DU PLAN ET DE L'INVESTISSEMENT représentant le Gouvernement de la REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Représenté par :

Nom : Nguyễn Chí Dũng

Qualité : Vice ministre du plan et de l'investissement

AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

Représenté par :

Nom : Rémi Genevey

Qualité : Directeur de l'agence AFD à Hanoi

Cosignataire, son Excellence Jean-Noël Poirier, **Ambassadeur de France en République Socialiste du Vietnam.**

ANNEXE 1A- DEFINITIONS

Actes de Corruption	désigne le fait de promettre, d'offrir, d'accorder, de recevoir, d'accepter ou de solliciter, directement ou indirectement, un avantage de toute nature afin d'influencer indûment toute personne, pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice d'un tiers.
Annexe(s)	désigne la ou les annexe(s) à la présente convention.
Autorisation(s)	désigne(nt) tous les accords, inscriptions, dépôts, conventions, certifications, attestations, autorisations, approbations, permis et/ou mandats, ou dispenses de ces derniers, obtenus ou effectués auprès d'une autorité, qu'ils soient accordés par un acte explicite ou réputés accordés en l'absence de réponse après un délai déterminé. Etant entendu qu'une autorité désigne le Gouvernement ou tout corps, département, commission exerçant une prérogative publique, administration, tribunal, parquet, agence ou entité de nature étatique, gouvernementale, administrative, fiscale ou judiciaire.
Autorisation(s) du Projet	désigne(nt) les Autorisations nécessaires pour que (i) le MPI ou le Bénéficiaire puisse réaliser le Projet et signer les Documents de Projet auxquels il est partie, exercer les droits et exécuter les obligations qui en découlent, et que (ii) les Documents de Projet auxquels le MPI ou le Bénéficiaire est partie soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du Vietnam ou devant les instances arbitrales compétentes.
Bénéficiaire	désigne le le Comité de Gestion des Projets d'investissement et de construction de la ville de Huế, chargé de l'exécution du Projet et maitre d'ouvrage des investissements financés au moyen des fonds de la Subvention qui sont mis à sa disposition par le MPI.
Co-Financement[3]	désigne le financement au Comité Populaire de la Ville de Huế du Syndicat de l'Assainissement pour l'Agglomération Parisienne (SIAAP) pour le Projet.
Co-Financiers[4]	désigne: Le SIAAP pour un montant connu au moment de la signature de deux-cent-vingt-mille (220 000) Euros

[3] A supprimer si pas de co-financement
[4] A supprimer si pas de co-financiers

Contrôle	désigne le fait, pour toute personne ou une entité, de détenir directement ou indirectement une fraction du capital d'une société conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société.
Convention	désigne la présente convention de subvention, y compris son exposé préalable, ses Annexes ainsi que, le cas échéant, ses avenants ultérieurs.
Date d'Achèvement Technique	désigne la date prévue pour l'achèvement technique du Projet, déterminée en fonction des Documents de Projet, soit le 31/12/2019.
Date de Signature	désigne la date de signature de la Convention.
Date Limite de Versement	désigne le 31/12/2019, date au-delà de laquelle aucun Versement ne pourra plus intervenir.
Date de Versement	désigne la date d'opération à laquelle le Versement est effectué par l'Agence.
Demande de Versement	désigne un avis rédigé sur la base du modèle joint en Annexe 5 *(Modèle de lettre de demande de Versement)*.
Directives pour la Passation des Marchés	désigne les stipulations contractuelles contenues dans les directives relatives à la passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers en date d'Avril 2014, disponibles sur le site internet de l'AFD (www.afd.fr) et dont une copie a été remise au MPI.
Documents de Projet	désignent l'ensemble des documents contractuels fondamentaux, remis ou signés par le Gouvernement ou le Bénéficiaire dans le cadre de la réalisation du Projet
Effet Significatif Défavorable	désigne tout fait ou événement affectant significativement et défavorablement le Gouvernement, susceptible d'affecter sa capacité à satisfaire l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention.
Euro(s) ou EUR	désigne la monnaie unique européenne des États membres de l'Union Économique et Monétaire européenne, dont la France, et ayant cours légal dans ces États.
Fraude	désigne toute manœuvre (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou

	vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer les règles internes de la société afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
Fraude aux Intérêts Financiers de la Communauté Européenne	Désigne tout acte ou omission intentionnel visant à causer un préjudice au budget de l'Union Européenne et consistant (i) en l'usage ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds ou la diminution illégale de ressources provenant du budget général de l'Union Européenne, (ii) en la non-communication d'une information ayant le même effet et (iii) en un détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.
Listes de Sanctions Financières	désignent, les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la France à des sanctions financières. A titre d'information uniquement, et sans que le MPI puisse se prévaloir des références ci-dessous fournies par l'Agence : **Pour les Nations Unies,** les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : http://www.un.org/sc/committees/list_compend.shtml **Pour l'Union européenne,** les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : http://eeas.europa.eu/cfsp/sanctions/consol-list_en.htm **Pour la France**, voir : http://www.tresor.economie.gouv.fr/4248_Dispositif-National-de-Gel-Terroriste
Plan de Financement	désigne le plan de financement du Projet tel que joint en Annexe 3 (*Plan de Financement*).

Plan de passation des marchés	désigne le plan de passation des marchés devant être établi par le Bénéficiaire et spécifiant au moins (i) les marchés de fournitures, de travaux et/ou de services nécessaires à l'exécution du Projet sur un échéancier prévisionnel d'au moins dix-huit (18) mois (à compter du début de la réalisation du Projet) et (b) les méthodes proposées pour la passation de ces marchés (régime de passation des marchés, date limite de dépôt des soumissions, coordonnées des personnes ou organismes à contacter) et devant permettre à l'Agence d'effectuer une notification préalable au Comité d'aide au Développement de l'OCDE au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date d'ouverture de la période de dépôt des soumissions (Recommandation du CAD sur le déliement de l'Aide Publique au Développement du 14 mai 2001).
Projet	désigne le projet tel que décrit en Annexe 2 (*Description du Projet*).
Subvention	désigne le concours sous forme de don mis à la disposition du Gouvernement par l'Agence en vertu des présentes et pour le montant maximum stipulé à l'Article 2.1 (*Montant*).
Versement	désigne le versement d'une partie ou de la totalité des fonds mis à disposition du ministère des finances par l'Agence au titre de la Subvention dans les conditions prévues à l'Article 3 (*Modalités de Versement*).

ANNEXE 1B- INTERPRETATIONS

(a) "actifs" s'entend des biens, revenus et droits de toute nature, présents ou futurs ;

(b) toute référence au "Gouvernement", au "MPI", à une "Partie", au "Bénéficiaire" ou à l'"Agence" inclut ses successeurs, cessionnaires et ayant-droits, conformément au droit applicable à la Partie concernée ;

(c) toute référence à la Convention s'entend de ce document tel qu'éventuellement modifié ;

(d) "garantie" s'entend de tout cautionnement, de tout aval ou de toute garantie autonome ;

(e) "personne" s'entend de toute personne telle que définie par le droit français ;

(f) "réglementation" désigne toute législation, tout règlement, tout arrêté, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence, décision ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou internationale, de toute autorité de tutelle, autorité administrative indépendante, agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation (en ce compris toute réglementation émanant d'un établissement public industriel et commercial) ayant un effet sur la Convention ou sur les droits et obligations d'une Partie ;

(g) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;

(h) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris ;

(i) les titres des Chapitres, Articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la Convention ;

(j) sauf stipulation contraire, un terme utilisé dans un autre acte en relation avec la Convention ou dans une notification au titre de la Convention aura la même signification que dans la Convention ;

(k) un Cas d'Exigibilité Anticipée est "en cours" s'il n'y a pas été remédié ou si les personnes qui peuvent s'en prévaloir n'y ont pas renoncé ;

(l) une référence à un Article ou une Annexe est une référence à un Article ou une Annexe de la Convention.

ANNEXE 2- DESCRIPTION DU PROJET

Objet du projet : Lutte contre les inondations et amélioration de l'assainissement de la citadelle de la ville de Huê.

La finalité du projet, qui s'inscrit en appui à la coopération qu'entretiennent le SIAAP et la ville de Huê depuis 2002, est de contribuer à l'amélioration durable de l'environnement et des conditions de vie des habitants de la Cité Fortifiée de Huê par la rénovation du Canal Royal et du système de drainage associé.

Les activités à réaliser dans le cadre du Projet se décomposent comme suit :

Protection contre les inondations résultant des crues de la Rivière des Parfums

- Mise en place au droit des deux ponts - matérialisant les extrémités amont et aval du Canal Royal - des vannes gonflables permettant d'isoler le canal en cas de crues de la Rivière des Parfums;

- Installation de vannes guillotines aux trois passages d'évacuation situés sous les remparts de la Citadelle afin de permettre d'isoler les réseaux de la Citadelle des douves en cas d'inondation de ces dernières.

La maîtrise d'ouvrage du projet sera assurée par le Comité de Gestion des Projets d'investissement et de construction de la ville de Huê. Le SIAAP assurera un appui à la maîtrise d'ouvrage.

La subvention, objet de la Convention, portera sur le financement du lot de vannes gonflables, d'un coût estimé de 460.000 euros H.T. Ce lot sera donc cofinancé par l'AFD, le SIAPP avec la contrepartie de la ville de Huê. La fourniture et la pose des deux lots d'équipements seront confiées à une entreprise recrutée après appel d'offres international.

ANNEXE 3- PLAN DE FINANCEMENT

Ce plan de financement est indicatif et pourra être modifié par échanges de courriers entre le MPI et l'AFD.

Activités	Montant	Plan de financement		
	EUR	AFD	SIAAP	Province
		300 000	**217 150**	**128 708**
I. Equipements et travaux	**490 000**			
Vannes gonflables	460 000	300 000	80 000	80 000
Système de vannes automatiques à sens unique	30 000		15 000	15 000
II. Etudes et gestion de projet	**155 858**			
Etudes et supervision par Hydroconseil	88 955		88 955	
Etudes géologiques et topographiques	24 088			24 088
Gestion de projet par la maitrise d'ouvrage déléguée (études, supervision, vérification)	25 896		25 896	
Autres (assurances, traduction, aléas)	16 920		7 299	9 620
Montant total Phase 1 du Projet	**645 858**			

ANNEXE 4- CONDITIONS SUSPENSIVES

PARTIE I- CONDITIONS SUSPENSIVES AU PREMIER VERSEMENT

(a) Remise par le ministère des finances (ou le cas échéant par le Bénéficiaire) à l'Agence des documents suivants :

(i) un certificat original d'un représentant dûment habilité du ministère des finances listant la ou les personne(s) chargée(s) de signer, au nom du Ministère des Finances, les demandes de Versement et les attestations au titre de la Convention, ou de prendre les mesures ou de signer les autres documents autorisés ou requis de l'Agence en vertu de la Convention, ainsi que le spécimen authentifié de la signature de chacune de ces personnes ;

(ii) les copies des documents attestant que les organes compétents des Co-Financiers ont accordé les concours prévus au Plan de Financement.

(b) Remise par le MPI d'une note attestant le mécanisme financier interne appliqué au Projet pour le mise à disposition de la Subvention au Bénéficiaire.

(c) Remise par le Bénéficiaire à l'Agence d'un exemplaire original ou d'une copie certifiée conforme du Contrat de fourniture signé, ayant reçu au préalable l'avis de non-objection de l'Agence

(d) Paiement des éventuels frais accessoires.

ANNEXE 5- MODELE DE LETTRE DE DEMANDE DE VERSEMENT

(Sur papier en tête du Ministère des Finances)

De : Ministère des Finances

A : Agence Française de développement

En date du : [•]

Convention de financement n° CVN1143 01 D

OBJET : Demande de Versement

Monsieur,

Nous nous référons à la convention de financement n°CVN1143 01 D conclue entre le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam et l'Agence Française de Développement en date du [•] (ci-après la « **Convention** »). Les termes définis dans la Convention auront, sauf indication contraire expresse, le même sens dans la présente demande.

La présente demande est une Demande de Versement.

Nous demandons à l'Agence d'effectuer le versement d'une partie de la Subvention aux conditions suivantes :

Montant : [•*insérer montant en lettres*] Euros (EUR[•*insérer le montant en chiffres*]).

Nous confirmons que chaque condition mentionnée à l'Article 2.3 (*Conditions d'utilisation*) est remplie à la date de la présente Demande de Versement. Dans l'hypothèse où l'une quelconque des dites conditions se révélerait non remplie avant ou à la Date de Versement, nous nous engageons à en avertir immédiatement l'Agence.

Le Versement doit être crédité au compte dont les caractéristiques sont les suivantes :

(a) Nom : [•]
(b) Adresse : [•]
(c) Numéro de compte IBAN : [•]
(d) Numéro SWIFT : [•]
(e) Banque et adresse de la banque : [•]

Nous joignons à la présente les justificatifs de dépenses et les demandes de paiement à régler pour le compte du Bénéficiaire :

[Liste des justificatifs]

Salutations distinguées.

.....

Signataire habilité pour le Ministère des Finances

THỎA ƯỚC CỦA AFD Số CVN 1143 01D

THỎA ƯỚC TÀI TRỢ

Ngày 02/02/2015

Giữa

CƠ QUAN PHÁT TRIỂN PHÁP

Cơ quan

Và

BỘ KẾ HOẠCH & ĐẦU TƯ, đại diện cho

CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM

Chính phủ

MỤC LỤC

1. ĐỊNH NGHĨA VÀ GIẢI THÍCH 5

1.1 ĐỊNH NGHĨA 5
1.2 GIẢI THÍCH 5

2. SỐ TIỀN, MỤC ĐÍCH VÀ ĐIỀU KIỆN SỬ DỤNG 5

2.1 SỐ TIỀN 5
2.2 MỤC ĐÍCH 5
2.3 ĐIỀU KIỆN SỬ DỤNG 5

3. THỂ THỨC RÚT VỐN 6

3.1 YÊU CẦU RÚT VỐN 6
3.2 THỰC HIỆN RÚT VỐN 6
3.3 THỂ THỨC RÚT VỐN 6
3.4 NGÀY HẠN RÚT VỐN 7
3.5 ĐỊA ĐIỂM RÚT VỐN 7

4. HOÃN HOẶC TỪ CHỐI CÁC YÊU CẦU RÚT VỐN 7

5. TUYÊN BỐ 9

5.1 QUYỀN HẠN VÀ NĂNG LỰC 9
5.2 HIỆU LỰC BẮT BUỘC 9
5.3 KHÔNG CÁC MÂU THUẪN VỚI CÁC NGHĨA VỤ KHÁC CỦA CHÍNH PHỦ 9
5.4 GIÁ TRỊ HIỆU LỰC VÀ KHẢ NĂNG ĐƯỢC CHẤP NHẬN LÀ CHỨNG CỨ 9
5.5 GIẤY PHÉP CỦA DỰ ÁN 10
5.6 NGUỒN GỐC HỢP PHÁP CỦA CÁC KHOẢN TIỀN 10
5.7 KHÔNG CÓ HÀNH VI THAM NHŨNG 10
5.8 ĐẤU THẦU VÀ KÝ KẾT HỢP ĐỒNG 10

6. CAM KẾT 10

6.1 CÁC GIẤY PHÉP 10
6.2 TÀI LIỆU DỰ ÁN 10
6.3 TUÂN THỦ PHÁP LUẬT VÀ CÁC NGHĨA VỤ 11
6.4 THEO DÕI VÀ ĐÁNH GIÁ DỰ ÁN 11
6.5 ĐẤU THẦU VÀ KÝ KẾT CÁC HỢP ĐỒNG 11
6.6 TÀI TRỢ BỔ SUNG 11
6.7 THỰC HIỆN DỰ ÁN 11
6.8 NGUỒN GỐC HỢP PHÁP CỦA CÁC KHOẢN TIỀN 11
6.9 KHÔNG CÓ HÀNH VI THAM NHŨNG HOẶC GIAN LẬN 12
6.10 TRÁCH NHIỆM MÔI TRƯỜNG VÀ XÃ HỘI 12
6.11 BẢO HIỂM 12
6.12 THEO DÕI NGƯỜI THỤ HƯỞNG 12

7. CAM KẾT THÔNG TIN 13

7.1 BÁO CÁO THỰC HIỆN 13
7.2 ĐỒNG TÀI TRỢ 13
7.3 THÔNG TIN BỔ SUNG 13
7.4 THÔNG TIN LIÊN QUAN TỚI NGƯỜI THỤ HƯỞNG 14

8. PHỤ PHÍ – ĐĂNG KÝ 14

9. CÁC QUY ĐỊNH KHÁC 14

9.1 NGHĨA VỤ CỦA CHÍNH PHỦ VÀ NGƯỜI THỤ HƯỞNG 14
9.2 NGÔN NGỮ 15
9.3 VÔ HIỆU TỪNG PHẦN 15
9.4 KHÔNG KHƯỚC TỪ 15
9.5 GIÁ TRỊ PHÁP LÝ 15
9.6 HỦY BỎ CÁC BẢN BẢN TRƯỚC ĐÓ 15
9.7 SỬA ĐỔI BỔ SUNG 15
9.8 TRAO ĐỔI THÔNG TIN 15
10. THÔNG BÁO 16

10.1 THÔNG BÁO BẰNG VĂN BẢN 16
10.2 NHẬN 16
10.3 THÔNG TIN ĐIỆN TỬ 17
11. HIỆU LỰC – THỜI HẠN – HỦY BỎ 17

11.1 HIỆU LỰC VÀ THỜI HẠN 17
11.2 HỦY BỎ 17
12. LUẬT ÁP DỤNG, LỰA CHỌN CƠ QUAN TÀI PHÁN VÀ LỰA CHỌN NƠI CƯ TRÚ 17
12.1 LUẬT ÁP DỤNG 18
12.2 TRỌNG TÀI 18
12.3 LỰA CHỌN NƠI CƯ TRÚ 18

PHỤ LỤC 1A - ĐỊNH NGHĨA 20

PHỤ LỤC 1B - GIẢI THÍCH 24
PHỤ LỤC 2 - MÔ TẢ DỰ ÁN 25

PHỤ LỤC 3 - KẾ HOẠCH TÀI TRỢ 26

PHỤ LỤC 4 - ĐIỀU KIỆN RÚT VỐN 27

PHỤ LỤC 5 - MẪU THƯ YÊU CẦU RÚT VỐN 28

THỎA ƯỚC TÀI TRỢ

GIỮA:

BỘ KẾ HOẠCH & ĐẦU TƯ thay mặt Chính phủ NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM, đại diện bởi Ngài Nguyễn Chí Dũng, với tư cách Thứ trưởng Bộ Kế hoạch & Đầu tư, có thẩm quyền hợp lệ vì mục đích của Thỏa ước này theo

(dưới đây được gọi là « **Bộ** ») ;

LÀ MỘT BÊN,

VÀ :

CƠ QUAN PHÁT TRIỂN PHÁP, tổ chức nhà nước hoạt động theo luật của Pháp có trụ sở tại 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12 (Pháp), đăng ký tại Phòng Đăng ký Thương mại và Công ty Paris (*Registre du Commerce de Paris*) theo số 775 665 599, đại diện bởi Ông Rémi Genevey, với tư cách Giám đốc Văn phòng AFD Hà Nội, có thẩm quyền hợp lệ vì mục đích của Thỏa ước này,

(dưới đây được gọi là « **Cơ quan** ») ;

LÀ BÊN CÒN LẠI,

(dưới đây được gọi chung là « Các Bên » và được gọi riêng là « **Bên** »)

TRƯỚC HẾT CẦN TRÌNH BÀY NHƯ SAU:

(A) Chính phủ mong muốn góp phần chống ngập lụt và cải thiện thoát nước và vệ sinh môi trường cho Hoàng thành Huế (« **Dự án** »);

(B) Chính phủ đã đề nghị Cơ quan cấp một Khoản viện trợ không hoàn lại để tài trợ cho Dự án;

(C) Dự án này nằm trong khuôn khổ các hoạt động hợp tác của Pháp tại Việt Nam, như được chứng minh bằng việc Ngài Đại sứ Pháp tại Việt Nam cùng ký Thỏa ước này ;

(D) Theo nghị quyết số C20140211 ngày 07 tháng 07 năm 2014 của Bà Tổng Giám đốc AFD về việc cấp tài trợ, Cơ quan đã chấp thuận cấp cho Chính phủ Khoản viện trợ không hoàn lại theo các điều khoản và điều kiện sau đây.

(E) Chính phủ cho phép Bộ thay mặt Chính phủ đưa ra các cam kết, ký và thực hiện Thỏa ước này.

TIẾP THEO CÁC NỘI DUNG TRÌNH BÀY TRÊN ĐÂY, CÁC BÊN THỎA THUẬN NHƯ SAU:

1. ĐỊNH NGHĨA VÀ GIẢI THÍCH

1.1 Định nghĩa

Các thuật ngữ được sử dụng trong Thỏa ước này (bao gồm cả phần trình bày ở trên và các phụ lục) được bắt đầu bằng chữ cái viết hoa sẽ có nghĩa được quy định cho các thuật ngữ này tại Phụ lục 1A (*Định nghĩa*), trừ trường hợp các thuật ngữ được định nghĩa ở những phần khác trong Thỏa ước này.

1.2 Giải thích

Các thuật ngữ sử dụng trong Thỏa ước sẽ được hiểu theo cách được quy định tại Phụ lục 1B (*Giải thích*), trừ trường hợp có quy định khác.

2. SỐ TIỀN, MỤC ĐÍCH VÀ ĐIỀU KIỆN SỬ DỤNG

2.1 Số tiền

Với điều kiện phải phù hợp với các quy định của Thỏa ước, đặc biệt là các quy định tại Điều 2.3 (*Điều kiện sử dụng*) dưới đây, Cơ quan dành cho Chính phủ một khoản viện trợ không hoàn lại với tổng số tiền tối đa là ba trăm nghìn Euro (300 000 EUR).

2.2 Mục đích

Toàn bộ số tiền của Khoản viện trợ không hoàn lại được cấp dành để tài trợ cho Dự án theo đúng mô tả của Dự án được nêu tại Phụ lục 2 (*Mô tả Dự án*) và Kế hoạch Tài trợ nêu tại Phụ lục 3 (*Kế hoạch Tài trợ*).

Vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại sẽ được Bộ giao lại cho Người thụ hưởng theo hình thức vốn cấp ngân sách.

Khoản viện trợ không hoàn lại chỉ được sử dụng cho việc thực hiện Dự án, và không được dùng để thanh toán các khoản thuế và phí liên quan tới việc thực hiện các dịch vụ thuộc Dự án.

Các bên cung cấp dịch vụ tham gia vào việc thực hiện Dự án phải tuân thủ các chế độ thuế và phí theo quy định của pháp luật Việt Nam, và hiệp định giữa Pháp và Việt Nam về tránh đánh thuế hai lần.

2.3 Điều kiện Sử dụng

Cơ quan sẽ chỉ thực hiện việc rót vốn theo yêu cầu nếu, vào ngày Yêu cầu Rót vốn và vào Ngày Rót vốn theo dự kiến:

(a) không có một trường hợp nào nêu tại Điều 4 (*Hoãn hoặc từ chối các Yêu cầu Rót vốn*) xảy ra hoặc đang diễn ra; và

(b) toàn bộ các điều kiện rót vốn liệt kê tại Phụ lục 4 (*Điều kiện Rót vốn*) được tuân thủ và được Cơ quan đánh giá là đã thỏa đáng.

Khi mà để thực hiện toàn bộ hoặc một phần các điều kiện rút vốn liệt kê tại Phụ lục 4 (*Điều kiện Rút vốn*) phải gửi các tài liệu sau đây:

- bản cuối cùng của các tài liệu đó, mà các bản dự thảo của các tài liệu này đã được (x) gửi trước cho Cơ quan và (y) được Cơ quan chấp thuận, không có những điểm khác biệt đáng kể so với các bản dự thảo nói trên ; và

- các tài liệu không được quy định ở đoạn trên sẽ phải được Cơ quan đánh giá là thoả đáng cả về nội dung và hình thức.

3. THỂ THỨC RÚT VỐN

3.1 Yêu cầu Rút vốn

Khi các điều kiện được quy định tại Điều 2.3 (*Điều kiện Sử dụng*) được tuân thủ, thì vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại sẽ được rút cho Người thụ hưởng, thành một hoặc nhiều lần, sau khi có Yêu cầu Rút vốn được lập một cách hợp lệ.

Mỗi Yêu cầu Rút vốn phải được Bộ Tài chính gửi đến giám đốc Cơ quan Phát triển Pháp tại Hà Nội theo địa chỉ được nêu tại Điều 10 (*Thông báo*).

Mỗi Yêu cầu Rút vốn chỉ được xem là đã được lập hợp lệ khi :

(a) có nội dung cơ bản giống như mẫu được nêu tại Phụ lục 5 (*Mẫu thư Yêu cầu Rút vốn*) ;

(b) được Bộ Tài chính lập và Cơ quan nhận được muộn nhất là mười lăm (15) Ngày làm việc trước khi kết thúc Ngày hạn Rút vốn ; và

(c) tất cả các tài liệu và chứng từ cần thiết được gửi kèm theo Yêu cầu Rút vốn và phải phù hợp với các quy định tại Điều 3.3 (*Thể thức rút vốn Khoản viện trợ không hoàn lại*)

3.2 Thực hiện Rút vốn

Nếu các điều kiện quy định tại Thỏa ước được thỏa mãn, Cơ quan sẽ rút cho Người thụ hưởng khoản Rút vốn theo yêu cầu.

3.3 Thể thức Rút vốn của khoản Viện trợ không hoàn lại

Vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại sẽ được rút theo các thể thức sau đây.

Trong trường hợp cần thiết, để gửi thông tin và tài liệu gắn với việc giải trình về phần vốn đã được rút theo thể thức được quy định tại điều khoản này. Bộ chấp nhận để Cơ quan và Người thụ hưởng gửi trực tiếp cho nhau.

3.3.1 Hoàn trả các khoản chi đã được Người thụ hưởng thanh toán.

Vốn sẽ được rút cho Người thụ hưởng theo các điều kiện được quy định tại Thỏa ước này dựa trên các chứng từ chi tiêu đã được Người thụ hưởng thanh toán mà các chứng từ đó phải được Cơ quan đánh giá là thỏa đáng.

Bộ Tài chính sẽ gửi kèm theo Yêu cầu Rút vốn các chứng từ xác nhận các khoản chi tiêu đã được thanh toán. Các chứng từ đó phải được Cơ quan đánh giá là thỏa đáng.

Bộ Tài chính và Người thụ hưởng có thể trình các chứng từ như bản thanh toán hoặc hoá đơn đã thanh toán dưới dạng bản chụp hoặc bản sao có xác nhận sao y bản gốc và phải nêu rõ các

tham chiếu và ngày ký lệnh thanh toán.

Bộ cam kết (i) bảo quản, và (nếu có) sao cho Người thụ hưởng bảo quản các bản gốc, (ii) luôn sẵn sàng hoặc yêu cầu luôn sẵn sàng để cho Cơ quan xem các bản gốc đó và (iii) cung cấp cho Cơ quan bản sao có xác nhận sao y bản gốc (nếu Cơ quan yêu cầu).

Ngoài ra, Cơ quan có thể yêu cầu Bộ và, Người thụ hưởng nếu cần, bất kỳ tài liệu nào khác chứng tỏ rằng việc đầu tư tương ứng với các khoản chi này đã thực sự được thực hiện.

3.3.2 Cơ quan rút vốn trực tiếp cho các bên cung cấp dịch vụ

(a) Bộ Tài chính có thể yêu cầu Cơ quan thực hiện Rút vốn trực tiếp cho các doanh nghiệp tham gia thực hiện Dự án.

Để thực hiện việc này, Bộ Tài chính sẽ gửi cho Cơ quan tất cả các chỉ dẫn cần thiết để cho phép Cơ quan thực hiện việc Rút vốn trực tiếp theo yêu cầu. Các chỉ dẫn này kèm theo các bản thanh toán, hóa đơn hoặc yêu cầu thanh toán từng phần mà Cơ quan đánh giá là thỏa đáng dưới dạng bản chụp hoặc bản sao có xác nhận sao y bản gốc.

(b) Các Bên thỏa thuận rằng Cơ quan sẽ hành động với tư cách là bên nhận ủy quyền của Chính phủ, và vào bất cứ thời điểm nào Cơ quan cũng không cần xác minh xem có bất kỳ cản trở nào đối với việc Rút vốn theo yêu cầu hay không. Tuy nhiên, Cơ quan có quyền từ chối các yêu cầu này trong trường hợp Cơ quan biết được có một sự cản trở như vậy.

Bộ Kế hoạch và Đầu tư miễn cho Cơ quan mọi trách nhiệm liên quan tới việc Rút vốn được thực hiện theo cách thức như vậy, khước từ và không được thực hiện bất cứ khiếu kiện nào chống lại Cơ quan. Bộ Kế hoạch và Đầu tư phải gánh chịu mọi hậu quả có thể xảy ra do việc khiếu kiện của các bên thứ ba chống lại Cơ quan liên quan tới việc thực thi sự ủy quyền này.

3.4 Ngày hạn rút vốn

Ngày hạn rút vốn được ấn định là ngày 31/12/2019, sau ngày này sẽ không diễn ra bất cứ việc rút vốn nào nữa.

Yêu cầu Rút vốn cuối cùng sẽ phải được gửi đến Cơ quan muộn nhất là mười lăm (15) ngày trước ngày hạn này. Trong trường hợp yêu cầu này được thực hiện vào tháng trước ngày hạn rút vốn, thì Yêu cầu Rút vốn này sẽ phải được gửi cho Cơ quan bằng thư bảo đảm có xác nhận đã nhận.

Phần của Khoản viện trợ không hoàn lại chưa được sử dụng vào ngày này sẽ đương nhiên bị hủy bỏ.

3.5 Địa điểm Rút vốn

Vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại sẽ được Cơ quan chuyển khoản vào bất kỳ tài khoản ngân hàng nào tại Pháp hoặc tại Việt Nam được Bộ chỉ định cho việc này, hoặc tại bất kỳ một địa điểm nào khác được thỏa thuận cùng với Cơ quan.

4. HOÃN HOẶC TỪ CHỐI CÁC YÊU CẦU RÚT VỐN

Cơ quan có quyền hoãn hoặc từ chối hoàn toàn bất kỳ Yêu cầu Rút vốn nào nếu xảy ra một trong các sự kiện sau đây:

(a) Tài liệu Dự án

Bất kỳ Tài liệu Dự án nào, hoặc bất kỳ quyền và nghĩa vụ nào quy định theo các tài liệu này, ngừng hiệu lực.

(b) Các cam kết và nghĩa vụ

Bộ không tuân thủ bất cứ quy định nào của Thỏa ước và đặc biệt là, nhưng không giới hạn ở, bất cứ cam kết nào được đưa ra theo Điều 6 (*Cam kết*) và Điều 7 (*Cam kết Thông tin*) của Thỏa ước.

(c) Tuyên bố sai lệch

Bất cứ tuyên bố hay khẳng định nào do Bộ đưa ra (1) theo Điều 5 (*Tuyên bố*) hoặc (2) trong bất cứ tài liệu nào khác được gửi bởi hoặc thay mặt và đại diện cho Bộ gửi trong khuôn khổ của Thỏa ước hoặc liên quan đến Thỏa ước này, là sai lệch hoặc có biểu hiện sai lệch hay lừa dối vào thời điểm tuyên bố hay khẳng định đó được đưa ra, hoặc vào thời điểm tuyên bố hay khẳng định đó cụ thể được đưa ra theo Điều 5 (Tuyên bố).

(d) Bất hợp pháp

Việc thực hiện một nghĩa vụ nào đó trong số các nghĩa vụ của Bộ trong khuôn khổ Thỏa ước là không thể được hoặc trở thành bất hợp pháp đối với Bộ.

(e) Tình hình thay đổi đáng kể và bất lợi

Một sự kiện (trong đó có thể bao gồm một sự thay đổi về tình hình chính trị của Việt Nam) hay một biện pháp có thể gây ra một Hệ quả Bất lợi Đáng kể xảy ra hoặc có thể xảy ra.

(f) Từ bỏ hoặc tạm ngừng Dự án

Một trong các sự kiện sau đây xảy ra:

- Tạm ngừng hoặc hoãn thực hiện Dự án trong thời gian trên sáu (6) tháng, nếu không có một thỏa thuận nào giữa các Bên trong khoảng thời gian này ; hoặc

- Không thực hiện đầy đủ Dự án vào Ngày Kết thúc Kỹ thuật (trừ trường hợp có thỏa thuận giữa các Bên) ; hoặc

- Chính phủ rút khỏi Dự án hoặc ngừng tham gia vào Dự án.

(g) Các Giấy phép

Một Giấy phép mà Bộ hoặc Người thụ hưởng cần có để thực thi hoặc tuân thủ một trong các nghĩa vụ của mình theo Thỏa ước hoặc các nghĩa vụ quan trọng khác quy định trong bất cứ Tài liệu Dự án nào hoặc cần thiết cho việc vận hành bình thường của Dự án không được cấp đúng thời điểm, bị hủy bỏ, trở thành không có giá trị hoặc ngừng hoàn toàn hiệu lực.

(h) (Các) Nhà Đồng Tài trợ

Nhà (hoặc các nhà) Đồng Tài trợ của Dự án ngừng rót vốn trong khuôn khổ Dự án.

(i) Ngừng tự do chuyển đổi tiền tệ và tự do chuyển ngân

Việc tự do chuyển đổi tiền tệ và tự do chuyển ngân các khoản tiền hoàn trả và các khoản thanh toán tiền lãi và bất cứ khoản tiền nào khác phải trả cho Cơ quan trong khuôn khổ bất cứ một khoản tín dụng nào được Cơ quan cấp cho Chính phủ bị gián đoạn hay hủy bỏ tạm thời hay chính thức hay bị đặt dưới bất kể ràng buộc nào mà theo Cơ quan việc thực hiện các quyền lợi này là không thể hoặc không có hiệu lực.

(j) Vi phạm của Người thụ hưởng

Người thụ hưởng (i) không tuân thủ bất cứ cam kết nào của mình trong khuôn khổ cấp vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại, đặc biệt là, nhưng không giới hạn ở, các cam kết quy định tại Điều 6 (*Cam kết*) và 7 (*Cam kết Thông tin*) của Thỏa ước, hoặc (ii) không tuân thủ bất cứ cam kết nào của mình theo bất cứ Tài liệu Dự án nào hoặc theo bất cứ văn bản nào khác được ký kết trong khuôn khổ thực hiện Dự án.

5. TUYÊN BỐ

Vào Ngày ký, Bộ thay mặt Chính phủ đưa ra các tuyên bố nêu tại Điều 5 này (*Tuyên bố*) vì lợi ích của Cơ quan. Bộ cũng được xem là đưa ra các tuyên bố đó vào mỗi ngày gửi Yêu cầu Rót vốn và vào mỗi lần Rót vốn.

5.1 Quyền hạn và Năng lực

Bộ có năng lực ký kết và thực hiện Thỏa ước và các Tài liệu Dự án và thực hiện các nghĩa vụ phát sinh từ các văn bản này, thực hiện các hoạt động của Dự án được tài trợ bởi Khoản viện trợ không hoàn lại và Bộ đã thực hiện tất cả các thủ tục cần thiết vì mục đích này.

5.2 Hiệu lực bắt buộc

Các nghĩa vụ của Chính phủ theo Thỏa ước này phù hợp với các quy định của các đạo luật và quy chế áp dụng tại Việt Nam, có giá trị, mang tính bắt buộc, có hiệu lực thi hành theo tất cả các điều khoản của các đạo luật và quy chế đó, có giá trị đối với Bộ và có thể xét xử theo thủ tục trọng tài được quy định tại Điều 12 *(Luật áp dụng, Trọng tài và lựa chọn địa chỉ cư trú)*.

5.3 Không có mâu thuẫn với các nghĩa vụ khác của Chính phủ

Việc ký kết Thỏa ước này và thực hiện các nghĩa vụ phát sinh từ các tài liệu này không trái với bất cứ quy định pháp luật, luật hay quy chế quốc gia hay quốc tế nào, được áp dụng đối với Bộ, hoặc không trái với bất cứ thỏa ước hay văn bản nào ràng buộc Bộ hay gắn với bất kỳ tài sản có nào của Bộ.

5.4 Giá trị hiệu lực và khả năng được chấp nhận là chứng cứ

Mọi Giấy phép cần thiết để :

(a) Bộ có thể ký kết Thỏa ước và các Tài liệu Dự án, thực thi các quyền và nghĩa vụ phát sinh từ các tài liệu đó; và

(b) Thỏa ước này và các Tài liệu Dự án có thể được chấp nhận là chứng cứ trước các cơ quan tài phán của Việt Nam hoặc trước các tòa trọng tài như được quy định tại Điều 12 (*Luật áp dụng, Trọng tài và Lựa chọn địa chỉ cư trú*),

đã được cấp và có hiệu lực và không có bất cứ tình huống nào khiến cho các Giấy phép này có thể bị rút lại, không được gia hạn hay bị sửa đổi toàn bộ hoặc một phần.

5.5 Giấy phép của Dự án

Mọi Giấy phép của Dự án đã được cấp và có hiệu lực và không có bất cứ tình huống nào khiến cho các Giấy phép này có thể bị rút lại, không được gia hạn hay bị sửa đổi toàn bộ hoặc một phần.

5.6 Nguồn gốc hợp pháp của các khoản tiền

Bộ tuyên bố rằng toàn bộ khoản tiền đầu tư vào Dự án có nguồn gốc từ ngân sách Nhà nước.

5.7 Không có Hành vi Tham nhũng

Bộ tuyên bố rằng Dự án (đặc biệt là trong quá trình đàm phán, ký kết và thực hiện các hợp đồng được tài trợ bằng Khoản viện trợ không hoàn lại) không làm phát sinh bất cứ Hành vi Tham nhũng hoặc Gian lận nào.

5.8 Đấu thầu và ký kết hợp đồng

Bộ tuyên bố (i) đã nhận được một bản sao của Hướng dẫn thủ tục Đấu thầu và Ký kết hợp đồng, và (ii) đã tìm hiểu nội dung của Hướng dẫn Đấu thầu và Ký kết hợp đồng, nhất là về các biện pháp mà Cơ quan có thể thực hiện trong trường hợp không tuân thủ Hướng dẫn này[1].

Đối với Bộ, Hướng dẫn Đấu thầu và Ký kết hợp đồng cũng có giá trị cam kết hợp đồng với Cơ quan như Thỏa ước này.

6. CAM KẾT

6.1 Các Giấy phép

Bộ cam kết, trong thời hạn sớm nhất, sẽ được cấp, tuân thủ và thực hiện mọi việc cần thiết để duy trì hiệu lực bất kỳ Giấy phép nào theo quy định của một đạo luật hay một quy chế áp dụng để cho phép Bộ thực hiện các nghĩa vụ của mình theo Thỏa ước này và các Tài liệu Dự án hoặc để bảo đảm tính hợp pháp, hiệu lực, giá trị hay khả năng có thể được chấp nhận là chứng cứ của các Giấy phép này.

6.2 Tài liệu Dự án

[1] Trong các định nghĩa của Hướng dẫn thủ tục đấu thầu, những định nghĩa về « Tham nhũng », « Tham nhũng của Nhân viên Nhà nước » và « Tham nhũng của Nhân viên tư nhân » được xóa bỏ và được thay thế bởi định nghĩa « Hành vi tham nhũng », như được trình bày tại Phụ lục 1A của Thỏa ước.

Bộ cam kết sẽ cung cấp thông tin với Cơ quan về bất cứ thay đổi nào đối với các Tài liệu Dự án và sẽ đề nghị Cơ quan chấp thuận trước đối với bất cứ sự thay đổi nào đối với nội dung của các Tài liệu Dự án.

6.3 Tuân thủ pháp luật và các nghĩa vụ

Bộ cam kết sẽ tuân thủ tất cả các luật và quy chế áp dụng đối với Bộ và áp dụng đối với Dự án, đặc biệt là trong lĩnh vực bảo vệ môi trường, an ninh và lĩnh vực lao động. Bộ phải tuân thủ tất cả các nghĩa vụ của mình theo các Tài liệu Dự án mà Bộ tham gia ký kết.

6.4 Theo dõi và đánh giá Dự án

Bộ cam kết đón tiếp các đoàn công tác theo dõi Dự án, đánh giá các điều kiện thực hiện và khai thác Dự án và đánh giá tác động và mục tiêu của Dự án, do Cơ quan thực hiện hoặc do người được Cơ quan ủy quyền thực hiện

Các Bên sẽ cùng nhau thỏa thuận để xác định thời gian và các điều kiện về tài liệu và địa điểm thực hiện các chuyến công tác này.

6.5 Đấu thầu và Ký kết các hợp đồng

Thủ tục đấu thầu và ký kết các hợp đồng cung cấp thiết bị, dịch vụ và công trình dân dụng được khoản viện trợ tài trợ phải tuân thủ bản Hướng dẫn thủ tục đấu thầu và ký kết các hợp đồng do AFD tài trợ tại nước ngoài. Bộ cam kết sao cho Người thụ hưởng tuân thủ những quy định của Hướng dẫn thủ tục Đấu thầu và Ký kết các hợp đồng này[2].

6.6 Tài trợ Bổ sung

Bộ cam kết sẽ xin ý kiến chấp thuận trước của Cơ quan về bất cứ điều chỉnh nào đối với Kế hoạch Tài trợ và, trong trường hợp có chi phí vượt trội so với Kế hoạch Tài trợ, Bộ cam kết sẽ triển khai biện pháp cần thiết để đảm bảo trang trải bất kỳ phần vượt trội chi phí nào, theo các điều kiện mà Cơ quan cho là thỏa đáng.

6.7 Thực hiện Dự án

Bộ cam kết các doanh nghiệp tham gia thực hiện Dự án không có tên trong một trong những Danh sách Trừng phạt Tài chính (bao gồm đặc biệt là chống tài trợ cho khủng bố).

Bộ cam kết sẽ không tiếp nhận hay cung cấp thiết bị hay tham dự vào lĩnh vực đang bị cấm vận:

- của Liên hợp Quốc,
- của Liên minh châu Âu,
- của Pháp.

6.8 Nguồn gốc hợp pháp của các khoản tiền

Bộ cam kết sẽ bảo đảm rằng, ngoài các khoản tiền có nguồn gốc từ ngân sách Nhà nước, các khoản vốn được đầu tư vào Dự án không có nguồn gốc bất hợp pháp theo pháp luật của Pháp, đặc biệt là không liên quan đến hoạt động buôn bán ma túy, Gian lận làm tổn hại đến lợi ích tài chính của Cộng đồng Châu Âu, tham nhũng, các hoạt động tội phạm có tổ chức hoặc tài trợ cho khủng bố. Danh sách này không có nghĩa là chỉ giới hạn ở đó.

[2] Xem phần ghi chú phía dưới của điều 5.8

Trong mọi trường hợp, Bộ cam kết sẽ thông báo ngay cho Cơ quan nếu biết thông tin tạo ra nghi ngờ về tính chất bất hợp pháp của những khoản vốn này.

6.9 Không có các Hành vi Tham nhũng hay Gian lận

Bộ cam kết đảm bảo Dự án (đặc biệt là trong quá trình thương thảo, ký hợp đồng và thực hiện các hợp đồng được tài trợ bằng Khoản viện trợ không hoàn lại) không làm nảy sinh bất kỳ Hành vi Tham nhũng hay Gian lận nào.

6.10 Trách nhiệm Môi trường và Xã hội

Để khuyến khích phát triển bền vững, Các Bên thống nhất rằng cần phải khuyến khích việc tuân thủ các chuẩn mực về môi trường và xã hội được cộng đồng quốc tế thừa nhận, trong đó có các hiệp ước cơ bản của Tổ chức Lao động Quốc tế (OIT) và các công ước quốc tế về bảo vệ môi trường mà Việt Nam ký kết hoặc tham gia.

Để thực hiện việc này, Bộ cam kết sao cho Người thụ hưởng trong khuôn khổ Dự án:

(a) đưa vào trong các hồ sơ mời thầu và trong các hợp đồng một điều khoản theo đó các doanh nghiệp cam kết và yêu cầu các nhà thầu phụ của mình, nếu có, cam kết sẽ tuân thủ các tiêu chuẩn đó phù hợp với các đạo luật và quy định áp dụng tại Việt Nam. Cơ quan có quyền yêu cầu Bộ (hoặc Người thụ hưởng) gửi báo cáo về các điều kiện môi trường và xã hội của Dự án

(b) triển khai các biện pháp chủ động với các rủi ro môi trường và xã hội ;

(c) yêu cầu các doanh nghiệp được lựa chọn để thực hiện Dự án phải áp dụng biện pháp quản lý rủi ro môi trường và xã hội này, rằng các doanh nghiệp này phải buộc các đơn vị thầu phụ của họ tôn trọng toàn bộ những biện pháp này và, trong trường hợp thiếu sót, các doanh nghiệp phải áp dụng những biện pháp giải quyết thích đáng.

6.11 Bảo hiểm

Bộ cam kết sẽ mua bảo hiểm cho các tài sản được tài trợ bằng Khoản viện trợ không hoàn lại đối với các rủi ro chủ yếu mà việc thực hiện và khai thác Dự án có thể gặp phải.

Bộ cam kết sẽ dành cho Cơ quan, nếu Cơ quan có yêu cầu, được hưởng các khoản bồi thường bảo hiểm do Chính phủ mua hoặc được các doanh nghiệp tham gia thực hiện Dự án mua cho Bộ. Trong trường hợp triển khai và thực hiện bảo lãnh này, nếu tất cả hay một phần số tiền bồi thường trong khuôn khổ bảo lãnh được rút bằng tiền đồng Việt Nam, Cơ quan có quyền tự do chuyển đổi số tiền này sang đồng ngoại tệ và chuyển ra nước ngoài số tiền được chuyển đổi này.

6.12 Theo dõi Người thụ hưởng

Bộ cam kết :

(a) sao cho Người thụ hưởng cam kết đảm bảo tất cả các trách nhiệm được quy định tại Thoả ước này, đặc biệt là các cam kết được quy định tại các Điều 6 (*Cam kết*) và 7 (*Cam kết Thông tin*) của Thoả ước, nhưng không chỉ giới hạn ở các cam kết đó ;

(b) Sẽ bảo đảm rằng Người thụ hưởng sẽ chỉ sử dụng khoản tiền Tài trợ được cấp lại cho việc tài trợ Dự án theo các điều kiện được quy định tại Thoả ước này;

(c) sao cho nếu cần, Người thụ hưởng sẽ mua bảo hiểm cho các tài sản được tài trợ bằng vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại đối với các rủi ro chủ yếu mà việc thực hiện và khai thác Dự án có thể gặp phải.,

7. CAM KẾT THÔNG TIN

7.1 Báo cáo Thực hiện

Cho tới Ngày Kết thúc Kỹ thuật, Bộ cam kết sao cho Người thụ hưởng sẽ cung cấp cho Cơ quan, ở cuối mỗi kỳ sáu tháng một báo cáo thực hiện về mặt kỹ thuật và tài chính liên quan tới hoạt động thực hiện Dự án.

Trong thời hạn sáu (6) tháng tiếp theo Ngày Kết thúc Kỹ thuật, Bộ sẽ cung cấp và nếu cần sẽ cam kết sao cho Người thụ hưởng sẽ cung cấp cho Cơ quan một báo cáo tổng thể về việc thực hiện Dự án.

7.2 Đồng Tài trợ

Bộ sẽ thông báo ngay cho Cơ quan mọi việc hủy bỏ toàn bộ hay một phần cũng như bất kỳ việc hoàn trả trước hạn nào của một khoản Đồng tài trợ nào đó.

7.3 Thông tin Bổ sung

Bộ sẽ thông báo cho Cơ quan:

(a) Ngay khi biết, mọi sự kiện cấu thành hoặc có thể có Hệ quả Bất lợi Đáng kể, tính chất của sự kiện này và các bước thực hiện, nếu cần, để khắc phục tình hình này;

(b) Sớm nhất sau khi xảy ra, mọi sự cố hay tai nạn liên quan trực tiếp tới việc thực hiện Dự án có thể có tác động đáng kể đối với môi trường hoặc đối với các điều kiện làm việc của các nhân viên của mình hoặc các nhà thầu ký kết hợp đồng thực hiện Dự án, tính chất của sự cố hay tai nạn này, các bước thực hiện hay sẽ thực hiện, nếu cần, bởi Bộ để khắc phục tình hình này;

(c) Trong thời hạn sớm nhất, mọi quyết định hay sự kiện làm ảnh hưởng đáng kể tới công tác tổ chức, thực hiện và vận hành của Dự án;

(d) Trong suốt thời gian thực hiện việc cung cấp dịch vụ, đặc biệt là việc nghiên cứu và thực hiện kiểm tra, nếu Dự án bao gồm các công việc đó, các báo cáo tạm thời và các báo cáo cuối cùng do các bên cung cấp dịch vụ lập và, sau khi thực hiện việc cung cấp dịch vụ, một báo cáo thực hiện tổng thể;

(e) Trong thời hạn sớm nhất, mọi thông tin hay chứng từ về các điều kiện thực thi các hợp đồng và các Tài liệu Dự án, mà Cơ quan có thể đề nghị một cách hợp lý.

7.4 Thông tin liên quan tới Người thụ hưởng

Bộ cam kết sẽ thực hiện các biện pháp cần thiết để Người thụ hưởng, trong suốt thời gian thực hiện và khai thác Dự án:

a) Thông báo cho Cơ quan các kế hoạch tài chính hoặc ngân sách hàng năm ngay khi các tài liệu này được phê chuẩn cũng như mọi thông tin mà Cơ quan có thể sẽ yêu cầu một cách hợp lý về tình hình tài chính của Người thụ hưởng phù hợp với luật pháp hiện hành tại Việt Nam,

b) Gửi cho Cơ quan, theo yêu cầu của Cơ quan, các biên bản họp và các báo cáo của các cấp lãnh đạo trong nội bộ Người thụ hưởng cũng như, nếu có, các báo cáo thanh tra tài chính, các báo cáo kiểm toán hoặc bất cứ báo cáo nào về việc thực hiện và kiểm tra việc thực hiện ngân sách và tài chính.

8. PHỤ PHÍ – ĐĂNG KÝ

Những chi phí sau đây được coi là phí tổn phụ do Bộ phải chi trả :

a) chi phí và các khoản chi hợp lý khác mà Cơ quan phải trả cho việc ký kết và thực hiện Thỏa ước này, bao gồm chi phí tem và đăng ký cũng như các chi phí (nếu có) liên quan đến việc tư vấn pháp lý và cấp ý kiến pháp lý ở Việt Nam cần thiết cho Cơ quan về việc xây dựng và triển khai Dự án.

b) tiền hoa hồng và chi phí chuyển ngân nếu có khi rút vốn cho Bộ hoặc hoặc khi chi trả thay cho Bộ, từ địa bàn Paris tới bất cứ địa bàn nào khác đã được xác định cùng với Cơ quan, cũng như tiền hoa hồng và phí chuyển ngân nếu có khi thanh toán mọi khoản tiền nợ trong khuôn khổ Thỏa ước. Được xác định rằng hiện nay việc rút vốn bằng đồng Euro do Cơ quan thực hiện từ tài khoản ngân hàng tại Pháp không có phí và hoa hồng.

Các khoản phụ phí được Cơ quan thanh toán sẽ được coi là việc giải ngân Khoản viện trợ không hoàn lại và sẽ được khấu trừ vào số tiền còn lại của Khoản viện trợ không hoàn lại này.

9. CÁC QUY ĐỊNH KHÁC

9.1 Nghĩa vụ của Chính phủ và Người thụ hưởng

Các Bên thỏa thuận rằng Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam do Bộ đại diện, cam kết trong khuôn khổ của Thỏa ước và thay mặt Người thụ hưởng ký các cam kết mà Người thụ hưởng sẽ phải thực hiện.

Trong trường hợp Chính phủ và Người thụ hưởng là một thì tất cả các nghĩa vụ do Bộ ký thay mặt Người thụ hưởng trong khuôn khổ Thỏa ước sẽ là những nghĩa vụ mà Chính phủ phải thực hiện.

9.2 Ngôn ngữ

Các bản gốc của Thỏa ước này được lập và ký bằng tiếng Pháp và tiếng Việt, bản tiếng Pháp và bản tiếng Việt có giá trị như nhau.

9.3 Vô hiệu từng phần

Nếu, tại bất cứ thời điểm nào, một quy định của Thỏa ước, là hoặc trở thành vô hiệu, thì hiệu lực của các quy định khác của Thỏa ước sẽ không bị ảnh hưởng.

– Sự vô hiệu của một quy định theo pháp luật của một quốc gia sẽ không ảnh hưởng tới hiệu lực của quy định đó theo pháp luật của một quốc gia khác.

9.4 Không khước từ

Cơ quan sẽ không được coi như đã từ bỏ một quyền theo Thỏa ước đo Cơ quan không thực hiện hoặc chậm trễ trong việc thực hiện quyền đó.

Việc thực thi một phần một quyền nào đó không ảnh hưởng đến việc thực thi quyền này sau đó hoặc một cách nói chung là không ảnh hưởng đến việc thực thi các quyền và biện pháp mà pháp luật quy định.

Các quyền và biện pháp quy định trong Thỏa ước là đồng thời với và không loại trừ các quyền và biện pháp được pháp luật quy định.

9.5 Giá trị pháp lý

Các Phụ lục đi kèm và phần trình bày mở đầu ở trên là một phần không thể tách rời của Thỏa ước và có cùng giá trị pháp lý với Thỏa ước.

9.6 Hủy bỏ các văn bản trước đó

Kể từ ngày ký, Thỏa ước thể hiện toàn bộ thỏa thuận của Các Bên liên quan đến đối tượng của Thỏa ước này và do vậy nó hủy bỏ và thay thế tất cả các văn bản trước đây đã được trao đổi hoặc thông báo trong khuôn khổ đàm phán Thỏa ước.

9.7 Sửa đổi bổ sung

Không một quy định nào của Thỏa ước có thể bị sửa đổi hay bổ sung mà không có sự đồng thuận của Các Bên và mọi điều chỉnh phải được thực hiện bằng văn bản.

9.8 Trao đổi thông tin

Các Bên có thể chuyển các thông tin hoặc tài liệu liên quan đến Dự án cho các kiểm toán viên của mình, thanh tra tài chính, cơ quan đánh giá hoặc nhà tư vấn.

Ngoài ra, Cơ quan có thể chuyển các thông tin và tài liệu đó, sau khi có thông báo trước cho Bộ, cho bất kỳ người hoặc đơn vị nào nhằm mục đích sử dụng các biện pháp ngăn chặn hoặc bảo vệ các quyền có được của cơ quan theo Thỏa ước.

10. THÔNG BÁO

10.1 Thông báo bằng văn bản

Mọi thông báo, yêu cầu hay thông tin theo Thỏa ước hay liên quan tới Thỏa ước phải được thực hiện bằng văn bản và, trừ khi có quy định khác, bằng fax hay thư được gửi vào các địa chỉ và số sau:

Đối với Chính phủ :

BỘ KẾ HOẠCH & ĐẦU TƯ đại diện cho Chính phủ NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM|

Địa chỉ: 6B Hoàng Diệu Ba Đình Hà Nội
Điện thoại : +84 (0) 4 3845 52 98
Fax: +84 (0) 4 3823 44 53
Người nhận: Vụ Kinh tế đối ngoại

Đối với Cơ quan

AFD - CHI NHÁNH HÀ NỘI

Địa chỉ : G.P.O Box 137, 6-8 Tôn Thất Thiệp, Ba Đình, Hà Nội, Việt Nam

Điện thoại : 84 0 4 38 23 67 64

Fax : 84 0 4 38 23 63 96

Người nhận : Giám đốc chi nhánh

Sao gửi:

|AFD PARIS|

Địa chỉ : 5, rue Roland Barthes – 75598 Paris Cedex 12, France

Điện thoại : 33 (0)1 53 44 31 31

Fax : 33 (0)1 44 87 39 65

Người nhận : Vụ trưởng vụ châu Á

hay bất kỳ địa chỉ, số fax hay tên cơ quan và cán bộ phụ trách nào mà một Bên sẽ thông báo cho Bên kia trước tối thiểu là năm (5) Ngày Làm việc.

10.2 Nhận

Mọi thông báo, yêu cầu hay thông tin được thực hiện hay mọi tài liệu được người này gửi cho người kia theo Thỏa ước hay liên quan tới Thỏa ước sẽ có hiệu lực :

(i) Đối với một bản fax, khi văn bản nhận được ở dạng đọc được; và

(ii) Đối với thư, khi thư được gửi tới đúng địa chỉ;

và trong trường hợp đã được chỉ rõ một cơ quan hay một cán bộ với điều kiện là thông tin được gửi cho cơ quan hay cán bộ này.

10.3 Thông tin Điện tử

(a) Mọi thông tin được một người gửi cho người kia trong khuôn khổ Thỏa ước hay liên quan tới Thỏa ước có thể được thực hiện bằng thư điện tử hay bất kể phương tiện điện tử nào khác nếu các Bên:

(i) Thống nhất về hình thức thông tin này, cho tới khi có ý kiến khác;

(ii) Thông báo trước cho nhau bằng văn bản về địa chỉ thư điện tử của nhau và/hoặc mọi thông tin cần thiết cho việc trao đổi thông tin bằng hình thức này; và

(iii) Thông báo trước cho nhau mọi thay đổi liên quan tới các địa chỉ của nhau hay các thông tin đã cung cấp.

(b) Thông tin điện tử giữa Các Bên sẽ chỉ có hiệu lực kể từ khi nhận được thông tin này dưới dạng đọc được.

11. HIỆU LỰC - THỜI HẠN – HỦY BỎ

11.1 Hiệu lực và thời hạn

Thỏa ước có hiệu lực vào ngày ký với điều kiện là toàn bộ các thủ tục cần thiết theo pháp luật của Việt Nam để bảo đảm giá trị hiệu lực của Thỏa ước đã được thực hiện và sẽ giữ nguyên hiệu lực trong thời hạn là 5 năm kể từ ngày ký Thỏa ước này.

11.2 Hủy bỏ

Cơ quan có quyền hủy bỏ Thỏa ước này mà không cần thực hiện thủ tục nào trong trường hợp :

a) Bộ Tài chính không gửi Yêu cầu Rút vốn đầu tiên và các điều kiện rút vốn cho lần Rút vốn đầu tiên được quy định tại Phụ lục 4 *(Điều kiện rút vốn)* không được thỏa mãn muộn nhất trong thời hạn mười tám (18) tháng kể từ ngày có quyết định cấp Khoản viện trợ không hoàn lại của các cấp có thẩm quyền của Cơ quan, biết rằng thời hạn bổ sung có thể được Cơ quan chấp thuận theo yêu cầu của Bộ ; hoặc.

b) xảy ra một trong những sự kiện được nêu tại Điều 4 *(Hoãn hoặc từ chối các Yêu cầu Rút vốn)* và không đạt được thỏa thuận thương lượng nào.

Bộ sẽ được Cơ quan thông báo về điều đó bằng thư bảo đảm và Bộ cam kết, theo yêu cầu của Cơ quan, và vì lý do có (các) vi phạm này, sẽ hoàn trả lại cho Cơ quan toàn bộ hoặc một phần vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại.

12. LUẬT ÁP DỤNG, TRỌNG TÀI VÀ LỰA CHỌN NƠI CƯ TRÚ

12.1 Luật áp dụng

Thỏa ước này được điều chỉnh bởi pháp luật của Pháp.

12.2 Trọng tài

Trong trường hợp có tranh chấp, Các Bên sẽ phải nỗ lực hết sức để giải quyết các tranh chấp thông qua thương lượng hòa giải.

Nếu không đạt được thỏa thuận hòa giải trong thời hạn ba (3) tháng kể từ khi có thông báo của một trong Các Bên về tranh chấp thì tranh chấp đó sẽ được giải quyết dứt điểm theo quy tắc trọng tài của Phòng Thương mại Quốc tế, có hiệu lực vào ngày bắt đầu thủ tục trọng tài, bởi một hoặc nhiều trọng tài được bổ nhiệm theo quy tắc này trọng tài này.

Trong thời hạn một (1) tháng sau khi thương lượng hòa giải không thành, Các Bên sẽ thỏa thuận về địa điểm trọng tài. Nếu trong khoảng thời gian đó Các Bên không thỏa thuận được địa điểm trọng tài thì địa điểm trọng tài sẽ là Paris.

Pháp luật của Pháp sẽ được áp dụng đối với mọi tranh chấp phát sinh từ điều khoản trọng tài này và ngôn ngữ trọng tài sẽ là tiếng Pháp. Do đó, trong trường hợp áp dụng điều khoản trọng tài này, Các Bên sẽ chỉ có thể viện dẫn bản tiếng Pháp của Thỏa ước này.

Điều khoản trọng tài này vẫn có hiệu lực ngay cả trong trường hợp Thỏa ước này bị vô hiệu, bãi bỏ hoặc hết hạn. Việc một Bên khởi kiện chống Bên kia sẽ không thể tự nó làm tạm ngừng thực hiện các nghĩa vụ hợp đồng của Bên đó theo Thỏa ước này.

Theo điều khoản này, ngay sau khi ký Thỏa ước, Các Bên cam kết thực hiện đầy đủ phán quyết của trọng tài theo Điều 12.2 *(Trọng tài)* và khước từ mọi khiếu nại mà Các Bên có thể áp dụng.

12.3 Lựa chọn nơi cư trú

Không phương hại đến các quy định luật pháp áp dụng, Chính phủ lựa chọn một cách không hủy ngang nơi cư trú tại địa chỉ nêu tại Điều 10.1 *(Thông báo)* và Cơ quan lựa chọn nơi cư trú là tại địa chỉ của « Hội sở AFD » cũng được nêu tại Điều 10.1 *(Thông báo)*, cho các mục đích tống đạt các tài liệu tư pháp và phi tư pháp mà bất kỳ hành động hay thủ tục nào được nêu trên đây có thể làm phát sinh.

Được lập thành bốn (4) bản gốc có giá trị như nhau, hai (2) bản gốc tiếng Pháp và hai (2) bản gốc tiếng Việt tại Hà Nội, ngày

BỘ KẾ HOẠCH & ĐẦU TƯ thay mặt Chính phủ NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM

Đại diện bởi :

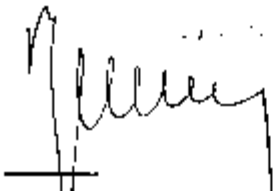


Tên : Nguyễn Chí Dũng

Chức vụ : Thứ trưởng Bộ kế hoạch & Đầu tư

CƠ QUAN PHÁT TRIỂN PHÁP

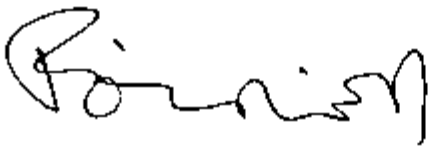
Đại diện bởi :



Tên : Rémi Genevey

Chức vụ : Giám đốc văn phòng AFD Hà Nội

Đồng ký, Ngài Jean-Noël Poirier, Đại sứ Pháp tại nước Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam.



PHỤ LỤC 1 A- ĐỊNH NGHĨA

Hành vi Tham nhũng	chỉ những hành động việc hứa, tặng, cho, nhận, chấp nhận hoặc xin, một cách trực tiếp hoặc gián tiếp, một lợi ích thuộc bất kỳ loại nào, nhằm gây ảnh hưởng một cách không hợp thức lên bất kỳ một người nào, vì lợi ích riêng của mình hoặc của một bên thứ ba.
(Các) Phụ lục	chỉ (các) phụ lục của Thỏa ước này.
(Các) Giấy phép	chỉ mọi sự chấp thuận, đăng ký, khai báo, thỏa ước, chứng nhận, xác nhận, cho phép, phê duyệt, giấy phép và/hoặc ủy quyền, hoặc việc miễn các thủ tục này, được cấp hoặc thực hiện tại một cơ quan chức năng, có thể được cấp bằng một văn bản rõ ràng hoặc được coi là được cấp khi không nhận được câu trả lời sau một thời hạn nhất định. Hai bên thống nhất rằng một cơ quan chức năng chỉ Chính phủ hay thực thể, cơ quan, ủy ban thi hành một đặc quyền Nhà nước, cơ quan hành chính, tòa án, viện kiểm sát, văn phòng hay mọi đơn vị nhà nước, chính phủ, hành chính, thuế hay tư pháp.
(Các) Giấy phép của Dự án	chỉ các giấy phép cần thiết để (i) Bộ hoặc Người thụ hưởng có thể thực hiện Dự án và ký kết các Tài liệu Dự án mà Bộ hoặc Người thụ hưởng là một bên tham gia, thực thi các quyền và nghĩa vụ phát sinh từ các tài liệu đó, và (ii) các Tài liệu Dự án mà Bộ hoặc Người thụ hưởng là một bên tham gia có thể được chấp nhận là chứng cứ trước các cơ quan tài phán của Việt Nam hoặc trước tòa trọng tài có thẩm quyền.
Người thụ hưởng	chỉ Ban Đầu tư và Xây dựng thành phố Huế, chịu trách nhiệm thực hiện Dự án và là chủ đầu tư của các hạng mục đầu tư được tài trợ bằng vốn của Khoản viện trợ không hoàn lại do Bộ cấp phát cho Dự án.
Đồng tài trợ[3]	chỉ phần tài trợ của Nghiệp đoàn xử lý nước thải vùng Paris (SIAAP) dành cho Ủy ban Nhân dân Thành phố Huế để thực hiện Dự án.
(Các) Nhà Đồng tài trợ[4]	Chỉ SIAAP với một khoản tiền được xác định ở thời điểm ký kết là hai trăm hai mươi ngàn (220 000) Euro.

[3] Xóa bỏ trong trường hợp không có đồng tài trợ

[4] Xóa bỏ trong trường hợp không có các nhà đồng tài trợ.

Kiểm soát	chỉ việc, đối với bất kỳ người hay đơn vị nào, nắm giữ trực tiếp hoặc gián tiếp một phần vốn của một công ty chiếm đa số quyền biểu quyết trong đại hội đồng cổ đông của công ty này.
Thỏa ước	chỉ thỏa ước viện trợ không hoàn lại này, bao gồm cả phần trình bày mở đầu, các Phụ lục cũng như, nếu có, các văn bản sửa đổi bổ sung Thỏa ước sau này.
Ngày Kết thúc Kỹ thuật	chỉ ngày dự kiến kết thúc kỹ thuật Dự án, được xác định trên cơ sở Tài liệu Dự án, là ngày 31/12/2019.
Ngày ký	Chỉ ngày ký Thỏa ước
Ngày hạn Rút vốn	chỉ ngày 31/12/2019, sau ngày đó không thực hiện một lần Rút vốn nào nữa.
Ngày Rút vốn	chỉ ngày Cơ quan thực hiện Rút vốn.
Yêu cầu Rút vốn	Chỉ một thông báo được lập theo mẫu tại Phụ lục 5 *(Mẫu thư yêu cầu Rút vốn)*
Hướng dẫn thủ tục Đấu thầu và Ký kết hợp đồng	Chỉ những quy định hợp đồng được nêu ở các Hướng dẫn thủ tục đấu thầu và ký kết hợp đồng do AFD tài trợ tại nước ngoài, được ban hành vào tháng 04/2014 và được công bố trên trang web của AFD (www.afd.fr). Một bản sao của các Hướng dẫn này đã được gửi tới Bộ.
Tài liệu Dự án	chỉ toàn bộ các tài liệu, đặc biệt là các tài liệu hợp đồng được Chính phủ hoặc Người thụ hưởng giao hoặc ký kết trong khuôn khổ thực hiện Dự án.
Hệ quả Bất lợi Đáng kể	chỉ mọi sự việc hoặc sự kiện có ảnh hưởng đáng kể và bất lợi tới Chính phủ, có thể ảnh hưởng tới khả năng của Chính phủ trong việc đáp ứng một nghĩa vụ bất kỳ nào trong số các nghĩa vụ của mình theo Thỏa ước.
Euro hoặc EUR	chỉ đồng tiền chung Châu Âu duy nhất của các Quốc gia thành viên Liên minh Kinh tế và Tiền tệ Châu Âu, trong đó có Pháp, và được lưu hành tại các Quốc gia này.
Gian lận	Chỉ mọi hành vi (hành động hoặc bỏ qua), dù hành vi này có bị buộc tội hình sự hay không, nhằm cố ý lừa dối người khác, cố tình che giấu người khác những yếu tố hoặc nhằm gây bất ngờ hoặc làm sai lệch sự đồng thuận của người khác, tránh những nghĩa vụ hợp pháp hoặc theo quy định và/hoặc vi phạm những quy định nội bộ của công ty nhằm đạt được một lợi ích không chính đáng.

Gian lận làm tổn hại đến Lợi ích tài chính của Cộng đồng Châu âu	Chỉ tất cả hành vi hoặc việc cố ý không thực thi hành động nhằm gây ra một tổn hại đến ngân sách của Liên minh châu Âu, bao gồm việc (i) sử dụng hoặc xuất trình những tuyên bố hoặc tài liệu sai, không chính xác hoặc không đầy đủ nhằm thu nhận hoặc lưu giữ một cách không chính đáng khoản vốn hoặc làm giảm một cách bất hợp pháp các nguồn vốn đến từ ngân sách chung của Liên minh châu Âu, (ii) không thông báo một thông tin vi cùng mục đích trên và (iii) biển thủ những nguồn tiền này cho mục đích sử dụng khác với mục đích mà tiền ban đầu được cấp cho.
Danh sách Trừng phạt Tài chính	chỉ các danh sách những người, nhóm hay đơn vị bị Liên hợp quốc, Liên minh châu Âu và Pháp trừng phạt về tài chính. Các danh sách dưới đây do Cơ quan cung cấp chỉ để tham khảo, và Bộ không được viện dẫn các danh sách này: Những danh sách **của Liên Hợp Quốc** có thể được tra cứu tại địa chỉ sau : http://www.un.org/sc/committees/list - compend.shtml Những danh sách **của Liên minh Châu Âu** có thể được tra cứu tại địa chỉ sau: http://eeas.europa.eu/cfsp/sanctions/consol-list_en.htm Những danh sách **của Pháp** có thể được xem tại: http://www.tresor.economie.gouv.fr/4248_Dispositif-National-de-Gel-Terroriste

Kế hoạch Tài trợ	chỉ kế hoạch tài trợ Dự án như được nêu tại Phụ lục 3 (*Kế hoạch Tài trợ*).
Kế hoạch đấu thầu	chỉ kế hoạch đấu thầu và ký kết hợp đồng do Người Thụ hưởng lập và ít nhất phải nêu rõ (i) các hợp đồng cung cấp, thi công và/hoặc dịch vụ cần thiết cho việc thực hiện Dự án trong một thời hạn dự kiến ít nhất là mười tám (18) tháng (kể từ khi bắt đầu thực hiện Dự án) và (ii) những phương pháp đề xuất cho việc đấu thầu và ký kết các hợp đồng này (phương thức đấu thầu, ngày hạn nộp thầu, địa chỉ của những người hoặc tổ chức cần liên lạc) và cho phép Cơ quan có thể thông báo trước cho Ủy ban Hỗ trợ Phát triển (CAD) của OCDE muộn nhất là ba mươi (30) ngày dương lịch trước ngày bắt đầu thời gian nộp dự thầu (khuyến nghị của CAD về Hỗ trợ Phát triển chính thức không ràng buộc ngày 14/05/2001).
Dự án	chỉ dự án như được mô tả tại Phụ lục 2 (*Mô tả Dự án*).
Khoản viện trợ không hoàn lại	chỉ khoản tài trợ của Cơ quan dưới hình thức viện trợ không hoàn lại cho Chính phủ theo Thỏa ước này và với một khoản tiền tối đa được quy định tại Điều 2.1 (*Số tiền*).
Rót vốn	chỉ việc rót một phần hoặc toàn bộ vốn do Cơ quan dành cho Bộ Tài chính dưới hình thức Khoản viện trợ không hoàn lại theo các điều kiện được quy định tại Điều 3 (*Thể thức Rót vốn*)

PHỤ LỤC 1 B – GIẢI THÍCH

(a) «tài sản có» được hiểu là mọi loại tài sản, thu nhập và quyền lợi tại thời điểm hiện tại hoặc trong tương lai;

(a) mọi dẫn chiếu tới «Chính phủ», tới « Bộ », tới một «Bên», tới « Người thụ hưởng » hoặc tới «Cơ quan» bao hàm cả những người thừa kế, người nhận chuyển nhượng và những người có quyền theo quy định pháp luật của Bên liên quan ;

(b) mọi tham chiếu tới Thỏa ước được hiểu là văn bản ca khi được chỉnh sửa nếu có;

(c) «bảo đảm» được hiểu là mọi bảo lãnh, bảo lãnh ký phiếu hoặc bảo đảm được xử lý ngay khi có yêu cầu của bên nhận bảo đảm;

(d) «người» được hiểu là mọi người như luật của Pháp quy định ;

(e) «quy chế» chỉ mọi quy định, quy chế, quyết định, hướng dẫn hoặc thông tư chính thức, mọi yêu cầu hoặc khuyến nghị (có hoặc không có hiệu lực bắt buộc) của mọi cơ quan chính phủ, liên chính phủ hoặc quốc tế, mọi cơ quan chủ quản, đơn vị hành chính độc lập, cơ quan, ban lãnh đạo, hoặc ban, phòng của bất kỳ cơ quan hoặc tổ chức nào khác (kể cả mọi quy chế của một đơn vị công nghiệp và thương mại nhà nước) có hiệu lực đối với Thỏa ước hoặc đối với các quyền lợi và nghĩa vụ của một Bên nào đó ;

(f) mọi dẫn chiếu tới một quy định pháp luật được hiểu là quy định đó như đã được sửa đổi, nếu có;

(g) trừ khi có quy định khác, mọi dẫn chiếu tới một giờ trong ngày được hiểu là giờ Paris;

(h) tiêu đề của các Chương, Điều và Phụ lục được nêu chỉ với mục đích tạo thuận lợi cho việc đọc và không ảnh hưởng tới việc giải thích Thỏa ước;

(i) trừ khi có quy định khác, một thuật ngữ được sử dụng trong một văn bản khác có liên quan tới Thỏa ước hoặc trong một thông báo theo Thỏa ước sẽ có cùng nghĩa như trong Thỏa ước;

(j) một Trường hợp Đòi nợ Trước hạn được xem là « đang diễn ra » nếu không được khắc phục hoặc nếu những người có quyền đòi nợ trước hạn không từ bỏ quyền này ;

(k) một dẫn chiếu tới một Điều hoặc một Phụ lục chỉ một dẫn chiếu tới một Điều hoặc một Phụ lục của Thỏa ước.

PHỤ LỤC 2 - MÔ TẢ DỰ ÁN

Đối tượng của dự án : chống ngập lụt và cải thiện thoát nước và vệ sinh môi trường của Hoàng thành Huế.

Mục tiêu tổng quan của dự án là góp phần cải thiện bền vững môi trường và điều kiện sống của người dân trong khu vực thành nội Huế thông qua cải tạo kênh Ngự Hà và hệ thống tiêu thoát nước gắn với kênh này. Mục tiêu này hỗ trợ cho sự hợp tác giữa SIAAP và thành phố Huế từ năm 2002.

Các hoạt động cần phải thực hiện trong khuôn khổ Dự án được phân chia như sau :

Chống ngập lụt do lũ từ sông Hương gây ra.

- Lắp đặt ở hai cầu – nằm ở hai đầu thượng nguồn và hạ lưu kênh Ngự Hà – các van bơm hơi cho phép cách ly kênh trong trường hợp có lũ ở sông Hương.
- Lắp đặt các van đóng mở ở ba cống thoát nước nằm dưới chân thành của Hoàng thành để cho phép tách các mạng lưới của Hoàng thành với các hào nước trong trường hợp các hào này bị ngập.

Ban Đầu tư và Xây dựng thành phố Huế đảm nhiệm công tác quản lý dự án. SIAAP đảm nhiệm hoạt động hỗ trợ quản lý dự án.

Khoản viện trợ không hoàn lại, đối tượng của Thỏa ước, sẽ được dùng để tại trợ cho lô van đóng mở trị giá ước tính là 460 000 euro ngoại thuế. Như vậy, lô van này sẽ được AFD, SIAPP đồng tài trợ cùng phần vốn đối ứng của thành phố Huế

Sẽ giao việc cung cấp và lắp đặt lô thiết bị cho 1 doanh nghiệp được tuyển chọn thông qua đấu thầu quốc tế.

PHỤ LỤC 3 - KẾ HOẠCH TÀI TRỢ

Kế hoạch tài trợ này chỉ mang tính tham khảo và có thể được điều chỉnh qua trao đổi công văn giữa Bộ và AFD.

Nội dung	Số tiền	Kế hoạch tài trợ		
	EUR	AFD	SIAAP	Tỉnh
		300 000	217 150	128 708
I. Thiết bị và xây dựng	**490 000**			
Van bơm hơi	460 000	300 000	80 000	80 000
Hệ thống van tự động một chiều	30 000		15 000	15 000
II. Nghiên cứu và quản lý dự án	**155 858**			
Nghiên cứu và giám sát do Hydroconseil đảm nhiệm	88 955		88 955	
Nghiên cứu địa chất và địa hình	24 088			24 088
Chi phí quản lý dự án của Chủ dự án được ủy quyền (nghiên cứu, giám sát, kiểm tra)	25 896		25 896	
Các chi phí khác (bảo hiểm, dịch, biến động)	16 920		7 299	9 620

Tổng số tiền của giai đoạn 1 của Dự án :	**645 858**

PHỤ LỤC 4 - ĐIỀU KIỆN RÚT VỐN

Phần 1 – Điều kiện Rút vốn lần đầu tiên

(a) Bộ Tài chính (hoặc Người thụ hưởng nếu có) gửi cho Cơ quan các tài liệu dưới đây :

(i) bản gốc giấy xác nhận của một đại diện có thẩm quyền hợp lệ của Bộ Tài chính liệt kê (những) người có trách nhiệm ký, nhân danh Bộ Tài chính, các Yêu cầu Rút vốn và chứng nhận theo Thỏa ước, hoặc thực hiện các biện pháp hoặc ký các tài liệu khác được cho phép hoặc theo yêu cầu của Cơ quan trên cơ sở Thỏa ước, cũng như mẫu chữ ký được hợp thức hóa của mỗi người đó.

(ii) Bản sao các tài liệu xác nhận rằng các cơ quan có thẩm quyền của các Nhà Đồng tài trợ đã giao các khoản tài trợ được nêu trong Kế hoạch Tài trợ.

(b) Bộ Kế hoạch và Đầu tư gửi cho Cơ quan văn bản xác nhận cơ chế tài chính trong nước cho Dự án.

(c) Người thụ hưởng cung cấp cho Cơ quan một bản gốc hoặc một bản sao được xác nhận sao y bản chính của hợp đồng cung cấp đã ký, và đã được Cơ quan cho ý kiến không phản bác trước khi ký.

(d) Thanh toán các phí tổn phụ nếu có

PHỤ LỤC 5 - MẪU THƯ YÊU CẦU RÚT VỐN

(Trên giấy tiêu đề của Bộ Tài chính)

Người gửi : Bộ Tài chính

Người nhận : Cơ quan Phát triển Pháp

Ngày [●]

Thỏa ước tài trợ số CVN 1143 01D

VỀ VIỆC : Yêu cầu Rút vốn

Chúng tôi đề cập đến thỏa ước tài trợ số **số CVN 1143** ký ngày [●] giữa Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam và Cơ quan Phát triển Pháp (sau đây gọi là « **Thỏa ước** »). Các thuật ngữ được định nghĩa trong Thỏa ước, trừ trường hợp có quy định khác rõ ràng, sẽ có cùng nghĩa với thư yêu cầu này.

Thư yêu cầu này là một Yêu cầu Rút vốn.

Chúng tôi yêu cầu Cơ quan thực hiện rút vốn một phần của Khoản viện trợ không hoàn lại theo những điều kiện sau đây :

Giá trị : [*ghi giá trị bằng chữ*] Euros (EUR[● *ghi giá trị bằng số*]).

Chúng tôi khẳng định rằng từng điều kiện nêu tại Điều 2.3.(*Điều kiện sử dụng*) đều được thỏa mãn vào ngày của Yêu cầu Rút vốn này. Trong trường hợp bất kỳ điều kiện nào trong số các điều kiện đó không được thỏa mãn trước hoặc vào Ngày Rút vốn, chúng tôi cam kết sẽ thông báo ngay với Cơ quan.

Việc Rút vốn sẽ được thực hiện vào tài khoản sau :

(a) Tên: [●]

(b) Địa chỉ: [●]

(c) Số tài khoản IBAN : [●]

(d) Số SWIFT : [●]

(e) Ngân hàng và địa chỉ của ngân hàng: [●]

Chúng tôi gửi kèm với thư Yêu cầu Rút vốn này các chứng từ chi tiêu và các yêu cầu thanh toán phải thanh toán thay mặt Người thụ hưởng :

[*Danh sách các chứng từ*]

Kính thư,

.....

Người ký được phép của Bộ Tài chính